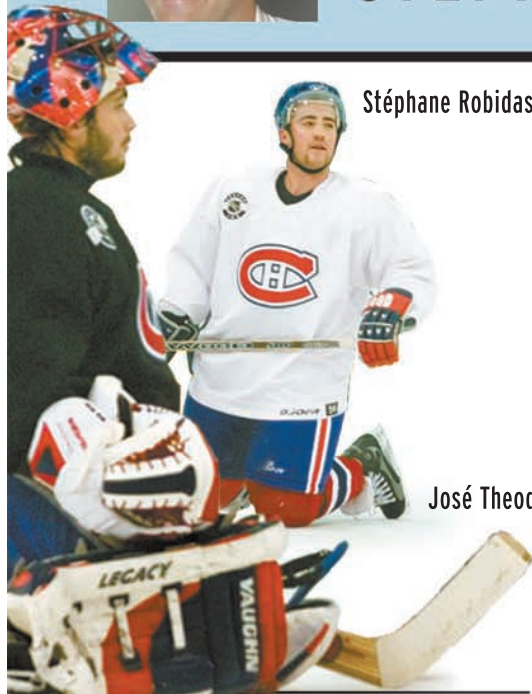




STÉPHANE LAPORTE > LA GUERRE DU PIF GADGET

page A5



Stéphane Robidas

José Theodore

Un temps propice aux **changements!**

Cahier Sports, pages 3 à 9



Jean M. Auel

Dans le ventre de la **terre**

Cahier Lectures, page B1

Personnalité de la semaine

Monique Lefebvre

page A18

Dyslexie: ces mots qui s'emmêlent

Cahier Santé, page C1

MONTREAL | DIMANCHE 5 MAI 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118^e ANNÉE > NO 192 > 60 PAGES > 4 CAHIERS

65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢

Groupaction: la GRC va ouvrir une enquête

Presse Canadienne

TORONTO – La vérificatrice générale du Canada, Sheila Fraser, demandera vraisemblablement cette semaine à la Gendarmerie royale du Canada (GRC) de faire enquête sur trois contrats d'une valeur de 1,6 million accordés par le gouvernement fédéral à la firme montréalaise Groupaction-JWT, a rapporté hier le *Globe and Mail*.

Selon le quotidien torontois, M^{me} Fraser souhaiterait également que la GRC s'intéresse de très près à tous les programmes publicitaires du gouvernement fédéral depuis le milieu des années 90.

M^{me} Fraser a elle-même lancé une enquête, en mars, après qu'il eut été révélé que deux des contrats attribués à Groupaction — l'un valant 550 000 \$ et l'autre, 575 000 \$ — avaient donné lieu à des rapports presque identiques.

Le *Globe and Mail* affirme en effet avoir appris que le bureau de M^{me} Fraser avait partagé certaines conclusions explosives avec de hauts fonctionnaires, vendredi, et qu'il en informerait demain le ministre des Travaux publics, Don Boudria, et la présidente du Conseil du Trésor, Lucienne Robillard.

La vérificatrice générale devrait quant à elle rendre public son rapport mercredi.

Lorsqu'il a demandé à M^{me} Fraser de se pencher sur cette affaire, le ministre Boudria s'était dit disposé à faire appel à la GRC, si la vérificatrice générale le recommandait.

Une telle recommandation, si jamais elle est formulée, ne signifie pas nécessairement que M^{me} Fraser a trouvé des preuves de méfait criminel.

cyberpresse.ca Notre sélection d'articles sur les affaires Groupaction à: www.cyberpresse.ca/groupaction

APRÈS LE VATICAN... MONTRÉAL



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Le chanoine René Martin à ses côtés, le cardinal Jean-Claude Turcotte a présidé hier la liturgie en hommage à mère Émilie Gamelin, béatifiée par le pape Jean-Paul II en octobre dernier au Vatican. Des sœurs de la Providence, des représentantes d'autres congrégations ainsi que plusieurs prêtres et fidèles ont participé à l'événement, à l'aréna Maurice-Richard, où 5000 personnes étaient rassemblées. À lire en page A3.



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE collaboration spéciale

LA PRESSE À PARIS

La trêve prend fin ce soir

Ce n'est plus une nouvelle pour personne depuis un bon moment déjà : Jacques Chirac sera réélu ce soir président de la République française. Avec un score triomphal comme on n'en voit jamais dans les grands pays occidentaux.

Au cours de la dernière conférence de presse de sa campagne, vendredi à Paris, son adversaire d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, a reconnu cette évidence et, d'une certaine manière, préparé ses partisans purs et durs à la nouvelle: « En dessous de 30 % des voix, a-t-il dit, ce serait un échec pour moi et pour la France. » Il est rare que dans un combat démocratique, l'un des duellistes se fixe un tel objectif, et reconnaisse à l'avance 70 % des voix à son adversaire. Mais, franchement, le vieux leader du Front national n'aurait pas une grande crédibilité s'il prétendait s'approcher de la barre des 50 %, ou même dépasser les 40 %.

S'étant donc fixé comme objectif les 30 % des voix, Le Pen a aussitôt expliqué à l'avance pourquoi il ne les atteindrait sans doute pas: « Une formidable fraude électorale est en cours », a-t-il tonné devant les journalistes à son quartier général de Saint-Cloud. Et d'exhiber des « preuves » totalement farfelues de cette vaste opération antidémocratique. Mais les accusations de Le Pen, bien entendu, n'étaient destinées qu'à ses propres partisans, du moins ceux qui sont disposés à croire qu'on leur a volé leur victoire, après avoir révélé que leur héros serait élu à l'Élysée.

Bien que plus personne, dans les maisons de sondage et les médias, n'ose faire de prédictions précises sur les chiffres de ce soir, on s'attend à une victoire écrasante de Jacques Chirac. Jean-Marie Le Pen ne devrait pas dépasser de beaucoup les 19,2 % enregistrés par lui et Bruno Mégret, dissident d'extrême droite et ancien principal lieutenant au Front national.

D'abord pour cette simple raison que, dans les dernières années, on a constaté, lorsqu'une personnalité d'extrême droite se retrouvait opposée à un candidat de droite dans un scrutin majoritaire, elle échouait généralement à augmenter son résultat du premier tour. Ce fut le cas, notamment, de Le Pen, lorsqu'il s'était présenté aux législatives de 1988 à Marseille.

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE		
Arts et spectacles	La presse d'ailleurs	A14
B6-B10	Loteries	A2, A7
- télévision	Monde	A10
À tire-d'aile	Mots croisés	B10, C5
À votre tour	Mot mystère	B10
Bandes dessinées	Petites annonces	C6
Bridge	- immobilier	C6, C7
Décès	- marchandises	C7
Éditorial	- emplois	C7
Êtes-vous	- automobile	C7-C9
observateur?	- affaires	C9
Feuilleton	Politique	A4
Forum	Sciences	C10
Génies en herbe	Têtes d'affiche	B11
Horoscope	Vos finances personnelles	A13
La Presse Affaires		
	A12	

MÉTÉO Voir S20

Ciel variable
Maximum 18 > minimum 6

6 21924 98765 1

La fierté de marcher sur l'acier

Une pièce d'homme, ce Kyle Beauvais, né à Kahnawake il y a 39 printemps. Cheveux de jais, teint cuivré, il doit faire 1 m 90, avec des épaules larges comme ça. Il a le physique de l'emploi: il bâtit à New York des ponts et des gratte-ciels, perpétuant une vieille tradition mohawk.

Son grand-père a travaillé à l'érection de l'Empire State Building et du pont Verrazano, qui enjambe gracieusement la baie de New York, pour relier Brooklyn à Staten Island. Son père a fini sa carrière en assemblant les poutres du World Trade Center, où un de ses oncles a été contremaitre. L'an dernier, de septembre à décembre, il a lui-même participé au déblaiement des poutres effondrées, tordues, emmêlées, l'ouvrage le plus déchirant de sa vie d'ouvrier métallurgiste.

Kyle Beauvais avait 18 ans lorsqu'il a commencé à « marcher sur l'acier », comme disent les Mohawks. Vingt et un an plus tard, il



RICHARD HÉTU collaboration spéciale LA PRESSE À NEW YORK

rêve d'ériger les poutres du premier gratte-ciel qui s'élèvera sur la plaie béante de New York.

« Je veux leur en mettre un dans le c... », dit-il, dans son parler cru, en buvant une bière dans un bar de Tribeca, à l'heure de lunch.

Dans quelques minutes, Beauvais regagnera son chantier, à l'angle de Canal et Greenwich. Dans la langue du métier, il est *connector*: il aligne et boulonne les poutres d'acier, pratiquant la haute voltige au-dessus de la ville. C'est un travail prestigieux, dangereux et

payant (77 \$ US de l'heure).

Comme tous les Mohawks de Kahnawake et d'Akwesasne, Beauvais s'est senti personnellement visé par les attentats du 11 septembre. Il fait partie d'une nation qui a joué un rôle unique dans la création du skyline de Manhattan. Au cours des 100 dernières années, six générations de Mohawks ont voyagé de leurs réserves à New York pour travailler sur les chantiers les plus importants, y compris l'édifice des Nations unies et le George Washington Bridge.

Mais comment Kyle Beauvais et les Mohawks ont-ils appris à « marcher sur l'acier »? Tout a commencé en 1886, lorsque des hommes de Kahnawake ont été embauchés pour travailler à la construction d'un pont reliant la réserve à l'autre rive du Saint-Laurent. Le superviseur n'en est pas revenu.

Voir ACIER en A2

Voir TRÊVE en A4

Laissez parler votre coeur

GAGNEZ 15 000 \$

LOTO-BÉNÉFICE FONDS DE RECHERCHE DE L'INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL

ET DE NOMBREUX AUTRES PRIX POUR UNE VALEUR TOTALE DE 34 000 \$

Tirage le 28 juin à l'Institut de Cardiologie de Montréal.

BILLET 2 \$ EN VENTE CHEZ:

Bonichoix, IGA, les Marchés Tradition, Sobey's, Petro-Canada, Pharmaprix et à l'Institut de Cardiologie de Montréal. Tél.: (514) 593-2525

INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL
FONDS DE RECHERCHE

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



La France aux urnes

C'est aujourd'hui que les Français vont élire leur président. Quel effet l'onde de choc provoquée par les votes obtenus par Jean-Marie Le Pen aura-t-elle sur les résultats de l'élection d'aujourd'hui? Ne manquez pas, demain, le reportage et l'analyse de notre correspondant à Paris, Louis-Bernard Robitaille.

À lire demain dans le cahier A

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Notre section spéciale sur les séries éliminatoires cyberpresse.ca/serieslnh

> Suivez en direct les résultats des élections présidentielles en France cyberpresse.ca/france

> La chronique de Paul Roux cyberpresse.ca/paulroux

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



> Mission Québec

Notre journaliste accompagne le premier ministre Landry en mission commerciale au Pérou.



> Pénélope McQuade

Rencontre avec la *copine* qui devient l'animatrice de *Maison de rêve*, demain dans le cahier Arts et Spectacles.



> Vers la Coupe Stanley

Notre chroniqueur invité commente le match de la série Canadien- Hurricanes, demain dans le cahier Sports.

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 5-1-2 > À quatre chiffres : 6-1-9-8

LOTO 6/49 > 15-23-38-39-44-49 Compl. : 18 > Extra : 5-1-2-8-1-4

Les objets protégés du Rocket s'en vont au musée



Maurice Richard fils s'est dit soulagé par la tournure des événements.

PHOTO La Presse

SÉBASTIEN RODRIGUE

LE MUSÉE canadien des civilisations deviendra finalement le propriétaire de 47 objets ayant appartenu au célèbre numéro 9 du Canadien de Montréal, ce qui satisfera autant les amateurs que les gouvernements, selon Maurice Richard fils qui se dit soulagé par la tournure des événements.

La ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, a donné son accord pour verser 600 000 \$ afin d'acheter les objets protégés en vertu de la Loi sur les biens culturels, a confirmé son attachée de presse, Kerry Edmonds. L'entente de principe est survenue la semaine dernière entre le musée et la famille Richard.

La mise à l'encan par Internet des objets du Rocket en avril dernier avait suscité de l'inquiétude à l'idée qu'ils deviennent la propriété de collectionneurs étrangers. Le gouvernement du Québec avait ensuite protégé les pièces de collection en émettant un avis d'intention de classement à valeur historique du patrimoine québécois de 47 des 289 lots disponibles.

L'achat de ces 47 objets par le musée soulage le fils de Maurice Richard qui craignait que cette vente suscite de la bisbille. « J'avais peur que cela crée de l'insatisfaction si, par exemple, le Canadien de Mon-

tréal avait tout eu ou si la province de Québec avait tout obtenu et Ottawa n'avait rien eu », confie-t-il.

La ministre Copps a indiqué à Maurice Richard fils qu'elle souhaite la mise sur pied d'une exposition itinérante à travers le Canada. Des objets pourraient aussi être exposés au Centre Molson à Montréal et au Musée des civilisations à Gatineau. « Finalement, il va y en avoir partout et je suis bien content », dit M. Richard.

Les collectionneurs privés devront toutefois faire une croix sur plusieurs objets mythiques qui sont devenus la propriété du musée. Par exemple, les enchères du fameux chandail porté lors de la conquête de la coupe Stanley en 1959 avait atteint hier 35 275 \$. Le prix du bâton autographié avec lequel Maurice Richard avait compté son 50^e but en 50 rencontres lors de la saison 1944-1945 se chiffrait quant à lui à 7150 \$.

Le président de Collections Classic, Marc Juteau, a précisé que les 47 objets seraient retirés du site Internet dès lundi. Les enchères vont tout de même se poursuivre avec les autres objets jusqu'au 7 mai.

Avant le retrait des 47 objets, le montant total des enchères se chiffrait à environ 650 000 \$. Les sept enfants de Maurice Richard espèrent obtenir un million pour l'ensemble des souvenirs.

Le jury au procès de Maurice Boucher délibère toujours

CHRISTIANE DESJARDINS

AU TERME d'une dixième journée de délibérations, hier, le jury ne s'est toujours pas accordé sur un verdict visant à déclarer Maurice Boucher coupable ou non coupable des meurtres prémédités de deux gardiens de prison.

Comme d'habitude, les huit hommes et

quatre femmes ont terminé leur journée à 16 h 30, et sont revenus brièvement en cour avant de partir vers l'hôtel où ils sont confinés. Les jurés semblaient las, certains apparaissaient même exténués.

Vendredi matin, ils avaient informé le juge Pierre Béliveau du fait qu'ils n'arrivaient pas à s'entendre sur un verdict unanime et ne croyaient pas pouvoir y parvenir. Le magistrat leur a demandé de poursuivre leur tra-

vail, en gardant l'esprit ouvert aux opinions des autres. Ils se sont pliés à cette directive, mais leurs efforts n'ont pas encore abouti.

Hier, les jurés n'ont posé aucune question. À venir jusqu'ici, ils ont eu deux demandes au sujet du procès: la première visait à obtenir les déclarations que le délateur Stéphane Gagné avait faites à la police, peu après son arrestation, en décembre 1997. Cette demande a été refusée par le tribunal, puisque

ces déclarations n'avaient pas été déposées en preuve. La seconde demande, exprimée il y a huit jours et qui leur a été accordée, était de réécouter les enregistrements des plaidoiries des avocats des deux parties, M^e Jacques Larochelle (défense), et M^e France Charbonneau (courage).

Les jurés reprendront leurs discussions ce matin, pour une onzième journée consécutive.

SUITES DE LA UNE

ACIER

Suite de la page A2

À ses supérieurs, il a écrit: « Au fur et à mesure que le travail progressait, il est devenu apparent que ces Indiens étaient très étranges, en ce sens qu'ils n'avaient aucune peur des hauteurs. Nous en avons donc sélectionné quelques-uns, leur avons donné une petite formation, et il se trouve que de mettre entre leurs mains des rivoirs, c'est comme de mettre du jambon avec des oeufs. »

Et les Mohawks se sont mis à parcourir l'Amérique en marchant sur l'acier. En 1907, ils ont participé à la construction du pont de Québec. Quand le pont s'est écroulé, 33 Mohawks ont perdu la vie, laissant 25 veuves et plusieurs orphelins à Kahnawake.

« À partir de cette tragédie, les femmes ont décidé que les hommes de Kahnawake ne travailleraient plus jamais ensemble sur le même chantier », dit Kanakakta, historien mohawk et conservateur de « Booming Out », une exposition photographique sur l'histoire des ironworkers de Kahnawake présentée ces jours-ci à New York au National Museum of the American Indian.

L'exposition comprend une des célèbres photos de Lewis Hine, qui a immortalisé l'habileté et le courage des ouvriers travaillant à la construction des charpentes d'acier de l'Empire State Building et du Rockefeller Center. Sur la photo, on voit ce groupe d'ouvriers qui mangent des sandwiches ou lisent le journal, assis sur une poutre d'acier, les pieds dans le vide, à une hauteur vertigineuse. Dans le groupe, il y avait trois Mohawks de Kahnawake. Ils font partie de l'iconographie de New York.

Mais est-ce bien vrai que les Mohawks n'ont aucune peur des hauteurs?

« Plusieurs personnes pensent ça, mais ce n'est pas vrai, dit Kyle Beauvais. Nous avons aussi peur que les autres. La différence est que nous composons mieux avec cette peur. Nous avons aussi l'expérience des old timers qui nous aide et nous avons la responsabilité de guider les plus jeunes. C'est la fierté de marcher sur l'acier. »

Une fierté à laquelle se mêle une lourde peine depuis le 11 septembre. Ce jour-là, comme plusieurs ironworkers de New York, Kyle Beauvais s'est précipité sur le lieu fumant du World Trade Center pour ouvrir la voie aux sauveteurs. Il y est resté jusqu'à la fin de décembre, travaillant dix heures par jour, sept jours sur sept. Dans l'incroyable chantier, les ouvriers métallurgistes ont découpé au chalumeau et retiré avec des grues géantes des poutres de 50 tonnes, jour et nuit.

« C'est un des jobs les plus épuisants que j'aie eu, dit-il. En retirant les poutres du tas, on ne savait jamais comment les autres réagiraient. Il n'y avait rien de petit. Que des maudites poutres de 50 tonnes. »

Un jour, Beauvais a fait une découverte macabre. Sous un camion de pompiers complètement aplati, il a vu ce qu'il restait des membres d'une brigade qui s'y était réfugié pour se protéger contre l'affaissement de la première tour.

« Ce n'était pas beau à voir, dit le Mohawk, le regard perdu. C'est quelque chose que je n'oublierai jamais. »

©2001 PIAGET

www.piaget.com

PIAGET POLO
OR JAUNE 18 CT,
DIAMANTS, MOUVEMENT
MANUFACTURE

PIAGET
GENEVE 1874

▲ ▲
CHÂTEAU D'IVOIRE

Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651
www.chateaudivoire.com

3017588

DÈS LE 28 JUIN 2002

Fort de France

*877\$

taxes incluses

DÈS LE 13 MAI 2002

Port-au-Prince

*639\$

LE PRIX PEUT ÊTRE INFÉRIEUR.

Sous certaines conditions

multi-voyages

La Mega

agence

Ouvert le dimanche de 12 h à 20 h

(514) 858-0011 • 1 888 302-6221

ACTUALITÉS

«Mère Gamelin est toujours avec moi»

ANDRÉ DUCHESNE

Pour rien au monde, Yannick Fréchette n'allait manquer la cérémonie célébrant la béatification de mère Émilie Gamelin, cette Montréalaise fondatrice des Soeurs de la Providence, à laquelle 5000 personnes ont assisté hier à l'aréna Maurice-Richard.

Portant une épinglette à l'effigie de mère Gamelin au revers de son veston, Yannick souriait à toutes ces religieuses et ces croyants qui désiraient le toucher, lui serrer la main, lui donner l'accolade.

Car si mère Émilie Gamelin a été béatifiée par le pape Jean-Paul II au cours d'une cérémonie au Vatican le 7 octobre dernier, c'est parce qu'elle a fait un miracle. Et pour cela, ça prend un miraculé. Or, le miraculé, c'est Yannick !

« Lorsque j'ai souffert de leucémie, ma grand-mère, qui recevait régulièrement la visite des Soeurs de la Providence, leur avait

demandé de prier pour moi. Ce qu'elles ont fait. Et un jour, ma moelle épinière a commencé à repousser », raconte l'homme de 31 ans.

C'était durant la première moitié des années 1980. Depuis, Yannick et mère Gamelin, morte du choléra en 1851, ne se lâchent plus. « Elle est toujours avec moi. Je lui parle chaque jour. Lorsque je vis des moments difficiles, je me confie à elle. Lorsque j'ai de grands bonheurs, je les partage avec elle. Elle est omniprésente dans ma vie. »

Yannick est assis au centre de la patinoire de l'aréna où une immense scène, des chaises et un imposant système de son et lumière ont été installés. Autour, les gradins sont remplis à craquer. Entre la célébration liturgique que vient de présider le cardinal Jean-Claude Turcotte et un spectacle chorégraphique, les gens se délient les jambes. Plusieurs personnes, passant à côté de lui s'arrêtent, le regardent, lui tapent sur l'épaule.

« C'était comme ça lorsque j'ai assisté à la béatification, à Rome. Aujourd'hui, je suis heureux d'être ici et de pouvoir partager à nouveau cette célébration avec tous ceux et celles qui n'avaient pu y assister. »

Assise aux côtés de Yannick, le Dr Yvette

Bonny a le sourire épanoui. Elle raconte que la leucémie est apparue une première fois chez Yannick alors qu'il avait 11 ans. Sa moelle épinière avait été traitée par chimiothérapie, avec pour résultat une rémission de 22 mois.

Lorsque la maladie est revenue, il a fallu détruire de façon irréversible sa moelle et lui faire une greffe de moelle de sa mère. Mais elle a été rejetée et le garçon s'est retrouvé sans moelle durant 41 jours. Puis, petit à petit, une moelle saine est réapparue ! Depuis, il vit normalement.

« Avant, j'étais croyante, mais cette affaire m'a conduite à une autre dimension spirituelle », raconte le médecin.

Un hommage dans sa ville

La cérémonie d'hier a rassemblé entre 500 et 600 soeurs de la congrégation de la Providence venues des quatre coins du monde : Canada, États-Unis, Chili, Philippines, avec à leur tête la supérieure, soeur Gloria Kaylor. Le maire de Montréal, Gerald Tremblay, le chef de l'opposition, Pierre Bourque, et le lieutenant-gouverneur du Québec, Lise Thibault, étaient présents.

« C'est un privilège d'être ici pour célébrer

une femme de chez nous élevée au rang de bienheureuse », a indiqué M^{me} Thibault à *La Presse*.

Le cardinal Turcotte a tenu une homélie extrêmement forte en parlant de mère Gamelin. « Ce qui la caractérise est l'universalité de sa compassion, son dynamisme à aider tous ceux qui en avaient besoin. Elle fait rougir ceux qui croient qu'il n'y a rien à faire pour changer le monde », a-t-il dit.

Née en 1800, mère Gamelin, née Émilie Tavernier, a perdu plusieurs membres de sa famille étant enfant. Elle fut mariée à Jean-Baptiste Gamelin duquel elle eut trois enfants. Mari et enfants moururent dans les quatre années suivant son mariage. Veuve, elle consacra alors sa vie à aider tant les personnes âgées que les personnes handicapées, les orphelins ou les malades. Elle visita les Patriotes emprisonnés à la prison du Pied-du-Courant en 1837. En 1843, elle prend le voile pour diriger l'Oeuvre de la Providence qu'elle avait un peu plus tôt fondée. mère Gamelin est décédée en 1851.

Les Soeurs de la Providence poursuivent leurs démarches afin que mère Gamelin soit maintenant canonisée et ainsi devenir sainte. Pour cela, elle doit accomplir un autre miracle.

Nouveau partenariat entre le Canada et l'Afrique

Agence France-Presse

LE CANADA « s'engage à établir un nouveau partenariat avec l'Afrique » pour « sortir le continent de la pauvreté », a déclaré hier la ministre de la coopération internationale, Susan Whelan.

« Nous n'avons jamais eu des conditions aussi favorables à une renaissance de l'Afrique », a estimé Mme Whelan à l'ouverture d'une conférence de deux jours sur « Le Canada et l'Afrique : un nouveau partenariat ».

Ce partenariat impose un « engagement à long terme de toutes les parties » et des « responsabilités mutuelles », a ajouté Mme Whelan, soulignant que « l'histoire ne nous pardonnera jamais » d'avoir laissé passer cette chance.

Prochain sommet

Plus de 400 personnes, membres d'associations et d'organisations non gouvernementales canadiennes et africaines, participent à cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de la préparation du sommet du G8 à Kananaskis fin juin.

Les participants à la réunion de Montréal discutent notamment du plan africain NPDA (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique).

La bonne gouvernance, la santé, l'éducation, l'égalité des sexes, la paix et la sécurité, ainsi que la croissance économique figurent au nombre des sujets abordés.

Le Canada s'est déjà engagé à fournir 500 millions de dollars canadiens pour appuyer le plan d'action pour l'Afrique qui sera discuté au prochain sommet du G8.



Photo PC

Chrétien rend hommage à une petite université acadienne

La persévérance animant une petite université francophone de la péninsule acadienne, en Nouvelle-Écosse, a suscité l'admiration du premier ministre Jean Chrétien hier à l'occasion d'une cérémonie de remise des diplômes. Lors d'une allocution, M. Chrétien a établi un parallèle entre le combat mené par l'Université Sainte-Anne, à Pointe-de-l'Église, et ses premières années en politique, alors que, jeune politicien, il tentait de survivre au sein d'une culture dominée par la langue anglaise. Il s'est rappelé son départ de sa petite ville de Shawinigan, en Mauricie, pour se rendre à Ottawa, en 1963, alors qu'il a été contraint de s'adapter à une langue avec laquelle il n'était pas familier. « Il était tentant pour bon nombre d'entre nous de nous définir simplement comme des Québécois ruraux », a-t-il affirmé à l'église Sainte-Anne. « Mais mes parents nous disaient que le Canada tout entier nous appartenait, a-t-il ajouté. Ils nous incitaient à regarder plus loin que l'horizon. À voir grand. À insister pour revendiquer nos droits à titre de citoyens à part entière. » M. Chrétien a reçu hier un doctorat honorifique.

Des vols d'avions jusqu'au début de la nuit à Dorval?

ANDRÉ DUCHESNE

DES CITOYENS DE L'OUEST DE l'île craignent de voir les vols nolisés être transférés de Mirabel vers Dorval dès avril 2003, ce qui pourrait se traduire par le prolongement des heures d'ouverture dans le second aéroport.

« Ce serait terrifiant. Il y aura davantage de bruit et de pollution. De plus, les avions servant aux vols nolisés sont souvent plus vieux, ce qui accroît les risques d'accidents », s'inquiète Thomasini Mawhood, secrétaire du regroupement Citoyens pour une qualité de vie.

Cette dernière réagissait à la nouvelle publiée hier matin dans *Le Journal de Montréal* à l'effet que l'entreprise profitera de son assemblée annuelle, jeudi, pour annoncer la fin des vols nolisés à Mirabel, n'y laissant que le fret.

Un tel transfert, mettrait un frein au déficit

de 20 millions de dollars de Mirabel, espère-t-on chez Aéroports de Montréal (ADM).

Il toucherait essentiellement la compagnie Air Transat qui dessert quelque 1,2 million de clients.

L'entreprise ne cache pas son intention de déménager à Dorval.

Citoyens pour une qualité de vie a récemment déposé une demande de recours collectif contre Aéroports de Montréal (ADM) et Air Canada pour « bruit illégal ».

Selon les règles, les vols devraient avoir lieu entre 7h et 23h à Dorval. Or, la réalité est tout autre.

« ADM autorise beaucoup de vols, surtout d'Air Canada, entre 6h et 7h. Ça nous donne peu de répit pour dormir tranquillement ; va-t-on maintenant permettre des vols plus tard en soirée ? » demande Mme Mawhood.

L'hypothèse d'un tel transfert est étudiée depuis plusieurs mois. Le mois dernier, en

entrevue à *La Presse*, le président et directeur général d'ADM, James C. Cherry, avait indiqué qu'une décision serait rendue en juin.

Hier, la porte-parole d'ADM, Jacqueline Richard, n'a pas voulu commenter cette affaire. *La Presse* a toutefois appris que la rumeur a circulé chez les employés d'ADM et d'Air Transat durant la semaine.

Selon nos sources, la direction du transporteur aérien doit rencontrer ses employés mardi ou mercredi pour leur communiquer une importante nouvelle.

Une taxe en hausse

Le maire de Mirabel, Hubert Meilleur, était furieux en commentant cette histoire hier, accusant les administrateurs d'ADM d'agir à courte vue.

« Le fret à Mirabel, c'est entre 10 et 20 avions par semaine. On va laisser un aéroport ouvert pour ça ? ? ? »

La valeur des immeubles de la municipalité pourrait diminuer avec une baisse d'achalandage à Mirabel, ce qui aura inévitablement des conséquences sur le budget de la ville.

Selon le maire Meilleur, ADM ment effrontément en affirmant que Mirabel n'est pas rentable. Selon lui, l'aéroport pourrait se développer à pleine capacité avec des investissements minimaux, soit le prolongement de l'autoroute 13 au coût approximatif de 150 millions de dollars.

« Dorval est aménagé sur un terrain de 3000 acres ; Mirabel sur 17 000 acres. Les possibilités de croissance sont ici », insiste-t-il.

M. Meilleur rappelle que Dorval impose une taxe d'aéroport (FAA) de 15 \$ contre 10 \$ à Mirabel. ADM risque donc de percevoir 5 \$ de plus par passager au départ de Dorval.

TRÈVE

Suite de la page A1

À lui seul, Jean-Marie Le Pen a frôlé les 17 % le 21 avril. À ce chiffre, il faut donc ajouter les 2,34 % enregistrés par son ennemi mortel d'extrême droite, Bruno Mégret, qui n'a pas eu d'autre choix que d'appeler à voter pour son ancien chef, mais probablement sans donner de consignes très enthousiastes à ses cadres et militants. Faut-il y ajouter, pour la forme, une pincée d'électeurs déboussolés d'Arlette Laguiller, la trotskiste à la mode des années 30 et qui a prôné l'abstention au second tour ?

Mis à part ces deux cas bizarroïdes, absolument tout ce que la France compte d'organisations politiques et de personnalités connues a appelé catégoriquement à « faire barrage à Le Pen » et à déposer « un bulletin Chirac » dans l'urne. Cela va du baron Ernest-Antoine Seillière, patron des patrons, jusqu'à l'archevêque de Paris, M^{gr} Lustiger, de tous les médias connus jusqu'au monde sportif, sans compter, bien entendu, le monde culturel dans sa totalité.

À strictement parler, il n'est pas impossible que Le Pen fasse ce soir un chiffre inférieur aux 19 % de l'extrême droite: « Il y aura, explique Jean-Marc Lech, patron de la maison de sondage Ipsos, un jeu complexe et subtil surtout en ce qui concerne les abstentionnistes. D'un côté, nous prévoyons que sur les 28 % d'abstentionnistes du premier tour cinq à six viennent voter au second tour. Ce qui, forcément, sera défavorable à Le Pen et fera baisser son pourcentage. On prévoit également que certains de ses électeurs du premier tour, qui exprimaient un vote de mécontentement mais n'avaient nulle intention de voir Le Pen au second tour, s'abstiennent ou même votent Chirac. Reste à savoir combien d'électeurs de gauche, ne pouvant se résoudre à voter Chirac, se réfugieront à leur tour dans l'abstention. »

Dernier facteur d'incertitude: le fait que, justement, la quasi-totalité des organisations politiques et syndicales, du monde religieux, sportif et culturel soient unanimes dans leur condamnation de Le Pen, peut-il être de nature à irriter cette France des exclus et de laissés-pour-compte, ou du moins se considérant comme tels ?

Tous les observateurs et acteurs politiques se méfient aujourd'hui des prédictions faciles. Bien qu'on s'attende à une très forte mobilisation de l'électorat de gauche contre Le Pen, il reste une zone d'incertitude à ce sujet. Dans la mesure où le triomphe de Jacques Chirac est évidemment assuré, il sera tentant pour les militants ou les plus vieux électeurs de gauche de s'abstenir au dernier moment.

Il y a pour les électeurs de la gauche parlementaire (environ 32 % au premier tour) un double raisonnement contradictoire à cet égard.

Le premier: il est important que Le Pen fasse le plus bas résultat possible. Pour « sauver l'honneur de la France », comme le disait le 21 avril le socialiste Dominique Strauss-Kahn. Mais aussi pour une autre raison: même si toutes les voix lepénistes de la présidentielle ne se transformeront pas automatiquement en votes pour le Front national aux législatives, une nouvelle progression de Le Pen (disons à 30 %) se répercuterait tout de même les 9 et 16 juin, et renforcerait l'implantation du FN.

Le second: pour beaucoup de vieux électeurs socialistes, c'est évidemment un déchirement que d'aller voter pour Chirac - alors que justement Le Pen ne risque pas d'être élu — car, là encore, le raz-de-marée qui éliminera Chirac ce soir aura, qu'on le veuille ou non, un effet d'entraînement pour les législatives. En votant Chirac, beaucoup songent qu'ils sont en train de faire triompher la droite dans le futur Parlement.

La plupart le feront. Et, de ce point de vue, on peut dire que la « trêve républicaine » décrétée depuis le 21 avril, d'abord par les leaders de gauche - mais aussi par la droite — a plutôt bien tenu au cours de ces deux semaines. On a vu certaines personnalités de gauche — à commencer par Lionel Jospin dans son communiqué du 26 avril — multiplier les réserves face au « vote Chirac ». Parallèlement, certains barons de droite n'ont pas résisté à la tentation de profiter de leur avantage, et d'enfoncer sournoisement la gauche en vue des législatives. Il s'agissait d'une trêve, où les deux camps laissent leurs armes au vestiaire, et non pas d'un « front républicain », où droite et gauche auraient fait un programme commun contre l'extrême droite. Manifestement, il était bon que cette « mise entre parenthèse de la vie politique normale » ne dure pas trop longtemps, car de part et d'autre on sentait l'envie d'aiguiser les couteaux en vue du 9 juin.

À 20 h aujourd'hui, heure de Paris, cette trêve aura vécu. Et on peut prévoir, sur le terrain des 577 circonscriptions françaises, une empoignade d'autant plus vigoureuse que chacun aura rongé son frein depuis le soir du 21.

Vidéotron: Landry refuse d'intervenir

Le premier ministre du Québec entame une mission au Pérou

DENIS LESSARD

LIMA — Même si elle est en conflit ouvert avec ses employés, Vidéotron peut être un excellent citoyen corporatif, estime Bernard Landry, qui n'a pas voulu s'immiscer dans le conflit qui s'annonce, pour mer-credi.

« Il y a d'excellents citoyens corporatifs qui ont des conflits avec leurs employés et qui finissent par les régler », a dit M. Landry, lors d'une brève escale à Cancun, dans une chaleur d'été. M. Landry est débarqué en soirée à l'aéroport militaire de Lima, capitale du Pérou, où l'attendaient bon nombre de policiers armés et un cortège d'une dizaine de limousines qui ont pourfendu la circulation dense du samedi soir dans la ville bruyante et polluée.

Le premier ministre du Québec

entame aujourd'hui à Lima une mission officielle.

Parlant volontiers des dossiers domestiques, M. Landry s'est dit d'avis qu'en dépit de la déclaration de guerre du président de la FTQ, Henri Massé, à l'endroit de Vidéotron, propriété de Quebecor, les techniciens n'ont pas à craindre pour leur sort. « La FTQ n'est pas une petite créature fragile, les travailleurs protégés par elle sont rarement en danger », a soutenu M. Landry.

Le premier ministre a même rappelé à l'ordre M. Massé qui, comme membre du conseil de la Caisse de dépôt, a tout de même publiquement désavoué la participation de la CDP à l'achat de Vidéotron par Quebecor. « Il était contre, le conseil était pour, il a perdu, cela arrive, le conseil de la caisse est très responsable... » a insisté M. Landry. Personne ne pou-

vait prévoir l'effondrement du secteur des communications. Téléglobe a dû radier 6 milliards \$, de souligner M. Landry.

Le premier ministre aura aujourd'hui un ordre du jour bien moins collé à l'actualité; il doit rencontrer le président du Pérou, élu l'an passé, Alejandro Toledo.

Aucun contrat ne sera signé au cours de cette mission d'une semaine au Pérou et au Chili. Accompagné d'une délégation d'une soixantaine de gens d'affaires représentant surtout les secteurs des mines, de l'énergie et des technologies de l'information, M. Landry se rendra ce matin dans un bidonville à Collique, en banlieue de Lima. Il constatera *de visu* les contributions du Secrétariat à l'aide internationale et de l'Office Québec Amériques pour la jeunesse à des projets de santé et d'éducation.

Cette semaine avant son départ,

Bernard Landry promettait de « prospecter » des marchés nouveaux pour les entreprises québécoises. « C'est une mission de prospection, rien n'est joué d'avance », lançait le premier ministre, qui sera absent du Québec jusqu'au samedi 11 mai. Parmi la délégation, Rita Dionne Marsolais, ministre de l'Énergie, a remplacé au pied levé François Gendron, retenu par le dossier du bois d'oeuvre. M. Landry a emmené avec lui Gilles Baril, qui a démissionné du cabinet en février. Hier, le ministre Baril a fait savoir qu'en dépit des rumeurs, il avait l'intention de terminer son mandat de député de Berthier. Une épreuve de force semble être amorcée du côté des dirigeants du PQ pour amener le député de L'Assomption, Jean Claude Saint-André, à céder son siège, un comté sûr, à David Levine, ministre non élu.

Bourque veut lever le moratoire sur l'achat d'espaces verts

L'administration Tremblay lui rappelle qu'il l'avait pourtant appuyé

SÉBASTIEN RODRIGUE

Le chef de l'opposition, Pierre Bourque, s'est de nouveau porté à la défense du bois de Pierrefonds hier, et il en a profité pour réclamer la levée du moratoire sur l'achat d'espaces verts mis en place par la défunte CUM.

Dans un communiqué diffusé vendredi, l'administration Tremblay a fustigé le maire Bourque en rappelant qu'il avait voté à deux reprises en faveur du maintien du moratoire de la CUM sur l'achat d'espaces verts. « On était dans une situation de crise. La situation budgétaire était épouvantable. On s'est prononcé pour le moratoire avec tous les associés de M. Tremblay », a-t-il répliqué.

Le maire a passé l'avant-midi hier dans le bois situé rue Anselme-Lavigne, entre les rues Richmond et René-Émond. La semaine dernière, les citoyens avaient empêché la construction d'un projet de condominiums sur ce terrain de 250 000 pieds carrés en signant le registre municipal contre le changement de zonage.

En compagnie d'une vingtaine de citoyens, le chef de l'opposition s'est émerveillé hier devant les

plantes printanières. La découverte d'une minuscule plaque d'ail des bois a d'ailleurs suscité un vif enthousiasme de la part de M. Bourque et de sa suite.

Le maire a de nouveau demandé que la Ville acquière le boisé pour en faire un parc en raison de sa richesse écologique. Le chef de l'opposition a donc annoncé qu'il déposerait trois motions en mai pour lever le moratoire sur l'achat d'espaces verts, une autre pour identifier des terrains boisés susceptibles d'être convertis en parc et une dernière pour l'acquisition du bois de Pierrefonds.

La présidente du conseil d'arrondissement, Monique Worth, a toutefois annoncé que la Ville était déjà prête à faire un échange de terrain avec le promoteur pour conserver le bois. Il n'est pas question toutefois d'acheter le terrain, a-t-elle prévenu.

Le chef de l'opposition, Pierre Bourque, a offert une visite guidée d'un bois de Pierrefonds et a demandé la levée du moratoire sur l'achat d'espaces verts à Montréal.



Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©

La vigile des enseignants se termine dans la joie

RAYMOND GERVAIS

LA VIGILE de 40 heures entreprise jeudi par les enseignants du Québec, qui luttent pour l'équité salariale, s'est terminée dans la joie hier à Montréal et à Québec, lors de deux grands rassemblements qui ont mobilisé des milliers de membres de la Fédération des syndicats de l'enseignement, de l'Association provinciale des enseignants et de la Fédération des enseignants de cégep.

Québec doit déposer cette semaine une proposition de règlement aux syndicats. Johanne Fortier, présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement, a expliqué hier que les deux manifestations avaient pour but de faire reconnaître par le gouvernement la pleine durée de la semaine de travail des enseignants. « Il faut que Québec respecte l'enquête de 1996 portant sur l'équité salariale. On demande au gouvernement de reconnaître cette durée de travail », a précisé M^{me} Fortier.

Une fois pour toutes

Lorsqu'on choisit la formule Phytobec à multi-éléments avec toutes ses vitamines et minéraux, etc., on adopte la méthode des grands nombres quand on l'emploie, on s'accorde une bonne protection contre les carences alimentaires.

Un produit Bio-Actif

Ligne extérieure: 1 800 272-1365
Mauricie: (819) 378-7777
Estrie: (819) 823-3322

UNE FOIS ET DEMIE LE LOT*



JOURS BONIS BANCO DU 2 AU 10 MAI

18 ans +

* Pour une sélection gagnante correspondant à la mise boni du jour.

Si le jeu n'est plus un divertissement...

MISE SUR TOI

1 866 SOS-JEUX



La fondation Mise sur toi, une initiative de Loto-Québec.

La guerre du *Pif gadget*



STÉPHANE LAPORTE

collaboration spéciale

stephane@stephanelaporte.com

Mai 69. Mon père, comme tous les dimanches après la messe, est allé au dépanneur acheter le *Dimanche matin*. Et il a ramassé aussi, comme tous les premiers dimanches du mois, le nouveau numéro de *Pif Gadget*. Une revue de bandes dessinées qui contient un petit gadget à bricoler soi-même.

Aussitôt arrivés à la maison, mon frère, ma soeur et moi, nous nous lançons sur l'objet tant désiré. On arrache le plastique qui recouvre la revue. Mon frère s'exclame : « Wow ! Une fusée ! ». Le gadget à assembler est une petite fusée rouge avec une rampe de lancement capable de propulser l'engin à 10 mètres dans les airs !

— Papa, c'est comment haut dix mètres ?

— Dix mètres ! ? Euh... Demandez à votre mère ?

— Maman, c'est comment haut dix mètres ?

— Dix mètres ! ? Euh... environ 30 pieds...

— 30 pieds ! Wow !

— C'est moi qui fais la fusée !

— Non, c'est moi !

— Non, c'est moi !

Et la chicane commence. Comme à tous les mois. Parce que voyez-vous, il n'y a qu'un seul gadget à assembler dans le *Pif Gadget* et nous sommes trois enfants. Ma mère intervient : « Arrêtez de vous disputer. Sinon, c'est la dernière fois que votre père vous achète votre Pif machin. » Mon frère Bertrand plaide sa cause : « C'est à moi de faire la fusée, parce que Stéphane est trop petit, y sera pas capable. Et Dominique, c'est une fille. Une fusée, c'est pas pour les filles. Quand le gadget sera une poupée, c'est elle qui la fera. »

Dominique et moi sautons sur Bertrand. La bataille poigne. Ma soeur tire les cheveux de mon frère. Je lui donne un coup de poing dans le ventre. Nous aurions pas dû. Il est deux fois plus grand que nous. Il me tord le bras et écrase la face de ma soeur. On se met à pleurer. Ma mère nous tire le collet. Fin du premier round.

« Allez dans votre chambre, immédiatement. Donnez-moi votre bidule. Je vais le ranger. Méditez, ça va vous faire du bien ! »

On est chacun sur notre lit. Je ne sais pas à quoi mon frère et ma soeur méditent, mais moi je ne pense qu'à la petite fusée rouge. Je la vois décoller. Percer les nuages ! Et toucher la lune.

Après une heure de pénitence, ma mère revient nous chercher :

— Bon, allez-vous arrêter de vous chicaner ?

— Oui Maman !

— Allez-vous être gentils les uns avec les autres ?

— Oui Maman !

— Je vous redonne votre truc, mais vous allez le faire les trois ensemble.

En vous aidant. Compris ?

— Oui Maman.

On est installé dans le salon. C'est beau de nous voir. Ma soeur lit les instructions. Moi, je trouve les morceaux. Et mon frère les assemble. On file doux. Le bonheur et l'harmonie. Ça ne dure pas.

— Le ressort en B doit être placé sous la base de la fusée en A dans une verticale V, à 45 degrés avec la rampe de lancement en D, selon le vecteur Z.

— Je comprends pas comment tu lis !

— Tu comprends pas tout court ! Donne, je vais la faire !

— Non, c'est moi qui va la faire !

La chicane recommence. Cette fois, c'est mon père qui intervient. Il n'aime pas que l'on se dispute pendant qu'il lit son *Dimanche matin*. Surtout quand il est rendu à la chronique de Jacques Francoeur : Fourré partout même si ça vous choque, et si ça vous choque, ne lisez pas ceci.

« Retournez dans votre chambre. Tout de suite ! »

Finalement, après une dizaine de

batailles et de pénitences, on réussit tant bien que mal à assembler la fusée. Tout juste avant qu'il fasse nuit. Et on sort sur la galerie l'essayer.

« Maman, maman ! Viens voir ! »

Ma mère vient assister au grand décollage. Elle est fière de nous : « Elle est belle votre fusée ! Vous voyez quand vous arrêtez de vous chicaner et que vous réussissez à vous entendre, vous êtes capable de grandes choses ! Que cela vous serve de leçon. »

Je fais le décompte : « 5, 4, 3, 2, 1... 0 ! » Mon frère pèse sur le ressort. La fusée tombe sur le côté. Elle n'a même pas levé d'un pouce !

— C'est ta faute !

— Non, c'est la tienne !

— Non, c'est la tienne !

Et mon frère lance la fusée sur le nez de ma soeur. Et moi je lui envoie la rampe de lancement. Ma mère nous sépare :

— C'est assez les enfants ! Allez vous coucher tout de suite !

— Mais y'est juste huit heures...

Ainsi se terminait notre journée, tous les premiers dimanches de chaque mois.

Le gadget de Pif venait encore de faire patate. Et nous nous blâmons les uns les autres. Sans savoir qu'au fond, c'était la faute à la camelote de Pif. Même Einstein n'aurait pas été capable de faire décoller la maudite fusée rouge.

Avant de nous endormir, on promettait à Maman de ne plus jamais

nous chicaner. Que c'était la dernière fois. Juré. Puis la guerre reprenait quatre semaines plus tard, pour un fusil à pois ou un télescope en carton.

Jusqu'à ce dimanche midi, où mon père est arrivé avec le *Pif Gadget*. J'ai sauté dessus. Comme d'habitude. Mais pas mon frère. Ni ma soeur. Je leur ai dit : « Regardez, un avion avec des hélices, qui peut voler sur une distance de 100 mètres ! » Mon frère a levé les épaules. Et il est descendu au sous-sol, étudiant. Ma soeur a dit : « C'est l'un ! » Et elle est partie parler au téléphone.

Ils étaient rendu trop vieux pour le gadget du *Pif Gadget*.

Moi je ne l'étais pas. Mais soudain, l'avion avait à mes yeux beaucoup moins d'attrait. Je l'ai laissé dans son plastique. Et je suis sorti, lancer la balle sur le mur. Tout triste. De ne plus avoir personne avec qui me chicaner.

C'est con à dire, mais on ne réalise pas assez que se chicaner, c'est une façon de s'aimer. La preuve ; on se chicane toujours avec ceux qu'on aime le plus.

Si on s'en rendait compte sur le coup, nos chicanes seraient moins *heavy*. Et elles déboucheraient sur encore plus d'amour.

Lors de votre prochaine chicane, avec un être cher, pensez-y ! Et au beau milieu de la discorde, donnez lui un gros bec, en lui disant : « Merci de te chicaner avec moi ! »

L'archevêché de Boston s'enfonce dans la tourmente

Agence France-Presse

BOSTON — L'archevêché de Boston, et en particulier son cardinal, Bernard Law, ont dû faire face hier à une avalanche de critiques après avoir dénoncé un accord de dédommagement à l'amiable avec 86 victimes du prêtre pédophile John Geoghan.

« Et moi qui pensais que l'église faisait un pas dans la bonne direction, et au lieu de cela ils font 10 pas en arrière », a déclaré hier dans le *Boston Herald* Anthony Muzzi, qui accuse John Geoghan d'avoir abusé de lui quand il avait 12 ans.

L'accord en question, conclu en mars pour un montant compris entre 20 et 30 millions de dollars, est une source de « grave inquiétude » et pourrait mener l'Église de Boston à la banqueroute, a indiqué vendredi l'archevêché dans un communiqué.

« L'accord proposé pourrait entamer de façon substantielle les ressources disponibles (de l'archevêché) et par conséquent une telle action mettrait l'archevêché dans l'incapacité d'apporter une réponse juste aux autres victimes », selon le communiqué.

Un avocat des victimes de John Geoghan, Mitchell Garabedian,

s'en est pris violemment à l'archevêque de Boston.

« Le cardinal Law est un être méprisable. C'est un menteur. Personne ne peut croire ce qu'il dit. Mes clients sont en larmes avec cette histoire », a-t-il déclaré au *Boston Herald*. Il a annoncé qu'il allait immédiatement reprendre les poursuites dans le cadre de l'affaire Geoghan.

L'archevêché avait à l'origine accepté de verser des millions de dollars pour clore 85 affaires de pédophilie impliquant John Geoghan, déjà condamné à 10 ans de prison en février pour avoir caressé un garçon de dix ans dans une piscine.

Les 85 affaires représentaient 50 victimes ayant été agressées physiquement, 20 victimes de son exhibitionnisme, ainsi que 15 parents dont les enfants avaient souffert de ses avances.

Cet ancien prêtre de 66 ans, muté par sa hiérarchie de paroisse en paroisse pendant 30 ans, est accusé de plus de 130 agressions sexuelles. L'archevêché a déjà accepté de verser 15 millions de dollars dans le cadre d'un accord avec d'autres victimes de John Geoghan, selon le quotidien *Boston Globe*, et l'archevêché a transmis à la justice les noms de 80 autres prêtres dénoncés pour mauvaise conduite.

Le premier magasin de mode végétarienne voit le jour

GAËTAN LECOINTE

Agence France-Presse

NEW YORK — Deux soeurs new-yorkaises, végétariennes depuis leur enfance, viennent d'ouvrir à Manhattan le premier magasin exclusivement consacré à des vêtements, chaussures et accessoires en cuir synthétique.

Située dans l'est de Manhattan, la boutique Moo Shoes propose, dans une ancienne boucherie, à une clientèle désireuse de ne pas porter la peau d'animaux morts une gamme de produits de mode.

« Tout a commencé il y a plus de 15 ans, quand nous avions huit ans », raconte Erika Kubersky, 22 ans, co-propriétaire du magasin avec sa soeur Sarah (28 ans). « Nous étions dans une ferme et nous avons vu des vaches, et notre vie a changé pour toujours. »

« Nous sommes devenues végétariennes » (régime alimentaire excluant tout ce qui ne provient pas du règne végétal) « et nous avons voulu combiner passion pour les chaussures et amour des vaches. Il est difficile pour les végétariens de New York de trouver des vêtements et chaussures en faux cuir. Après de nombreux petits boulots, nous avons réalisé notre rêve : Moo Shoes. »

« Lorsque vous achetez un blouson ou des chaussures en cuir, vous encouragez la souffrance des animaux. Ma soeur et moi estimons qu'il ne peut y avoir de mode sans compassion. Nous ne vendons que des produits qui ne nécessitent pas la mise à mort d'animaux et n'encouragent pas la cruauté », affirme Sarah.

Blousons, ceintures, chaussures, casquettes et sacs à main sont taillés dans des matières qui ressemblent à s'y méprendre à du cuir, qui ont parfois l'odeur du cuir mais ne sont pas en cuir : ils sont réalisés dans du cuir synthétique et du PVC.

Sur une table basse, Moo Shoes propose également des T-shirts, auto-collants et badges pour les clients

qui voudraient afficher leur militantisme pour la cause animalière : « Libération des animaux », « Pas de peau, le cuir pue », « Portes ta propre peau », « La fourrure, c'est pour les animaux » ou encore « Chasse = honte de l'Amérique ».

Au mur, une photo de Sandy, une vache adoptée par les deux soeurs. « J'étais dans un restaurant Steak House de New York et je me suis dit : New York est la ville des États-Unis où il y a le plus de Steak House. Combien de vaches vont à l'abattoir pour nourrir tous ces clients chaque jour ? demande Sarah. « Nous avons décidé d'adopter une vache, emblème de notre boutique, qui était destinée à finir en steak. Sur le trottoir, des badauds amusés par une vitrine proposant de l'anti-cuir décident de franchir la porte. « Nous sommes entrés pour voir à quoi ressemble un magasin végétarien. C'est assez sympa. Je ne suis pas végétarien, mais je suis prêt à acheter des chaussures en faux cuir », commente Kevin, 18 ans, accompagné de Laura qui ajoute : « De plus, si cela peut aider pourquoi pas. Au moins, on peut être différent. »

Il faut compter environ 100 \$ pour un blouson, 15 \$ pour une ceinture et 60 \$ pour une paire de chaussures.

Pour le plaisir d'écrire

Découvrez le plaisir d'écrire grâce aux exercices gradués de l'École des Écrivains.

Prospectus gratuit
(450) 672-4893
807, rue Closse, St-Lambert J4R 1K8

Formation juridique

**Je plaide ma cause...
Je rédige mes procédures...**

150 \$ pour 12 heures de cours

Institut du droit pratique

par Me Pierre Marquis, avocat

Tél. : (514) 490-1852

LE CENTRE EQUILIBRIUM PRÉSENTE
L'INSTITUT DE YOGA
ET DE MÉDITATION

POUR INFORMATION SUR
LES COURS APPELEZ
(514) 843-YOGA(9642)

GRATUIT • GRATUIT • GRATUIT • GRATUIT • GRATUIT • GRATUIT • GRATUIT

CATALOGUE DE FILMS 3X

Dans le cadre d'une gigantesque promotion à l'échelle nationale, nous vous offrons la possibilité de recevoir, d'ici quelques jours, un magnifique catalogue couleur présentant des vidéos pour adultes que vous ne pouvez retrouver nulle part en magasin. Ils mettent en vedette les plus belles et les plus jeunes actrices qu'a connues l'industrie de la pornographie en 2001... **DANS DES SCÈNES QU'IL VOUS FAUT ABSOLUMENT VOIR.** De plus, ces films sont offerts dans leur version originale **ET SANS AUCUNE CENSURE.** Vous retrouverez également une section consacrée spécialement à des accessoires érotiques. Ce catalogue vous sera posté discrètement sans que personne ne sache ce que contient votre colis.

Pour recevoir **GRATUITEMENT** votre catalogue couleur, retournez dès aujourd'hui le bon de réservation ci-dessous. Notre service d'expédition vous fera parvenir votre catalogue dans les plus brefs délais, et ce, sans obligation d'achat de votre part.

*** OFFRE UNIQUE ***

À tous ceux qui ne peuvent attendre notre catalogue.

(514) 990-0796

DEMANDE DE CATALOGUE, 171 rue Saint-Louis, #100, Saint-Eustache, QUÉBEC, J7R 1Y4

☐ J'aimerais recevoir dès que possible mon catalogue gratuit de films pour adultes.

À TOUS CEUX QUI NE PEUVENT ATTENDRE NOTRE CATALOGUE

☐ Je ne peux attendre de recevoir mon catalogue. Faites-moi parvenir immédiatement, un film contenant exclusivement des actrices à peine majeures.

☐ 1 Film 19.95\$ ☐ 2 Films 24.95\$ ☐ 3 Films 29.95\$ ☐ 5 Films 49.95\$
☐ 6 Films 54.95\$ ☐ 7 Films 59.95\$ ☐ 9 Films 84.95\$ ☐ 10 Films 89.95\$
(Les frais de port et les taxes sont inclus dans tous les prix. Chaque film est enregistré sur une cassette individuelle)

☐ J'inclus un chèque ou un mandat à l'ordre de: **OZ International Inc.**

☐ J'utilise ma carte ☐ ou, ☐

/ / Date d'expiration / /

ÉCRIRE EN LETTRES MOULÉES

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ App. _____

Ville _____ Code postal _____

Province _____ Age _____ Signature _____

J'affirme être âgé(e) de 18 ans et plus.

GRATUIT • GRATUIT • GRATUIT • GRATUIT • GRATUIT • GRATUIT • GRATUIT

SUPERSOLDE

Donnez-lui un cadeau durable!

Fête des Mères le dimanche 12 mai

Économisez jusqu'à 70%

Chandelles votives coniques en verre "Noble" avec support en fer forgé Hauteur 13 po 14.99\$ Cour. : 29.99 \$	Plats de service en verre Assiette de 14 po • Assiette à trempette 14 po • Bol 11 po panier 11 po x 9 po Au choix 17.99\$ Cour. : 39.99 \$	Jarre à biscuits européenne étanche, peinture main 19.99\$ Cour. : 59.99 \$
Verres de bar Highball ou Old Fashion ensemble de 4 6.99\$ Cour. : 14.99 \$	Plateau pliant en bois pour lit/télévision 12.99\$ Cour. : 27.99 \$	Ensemble à trempette 2 pièces en terre cuite "Medici" peinte à la main 24.99\$ Cour. : 49.99 \$
Ens. de 3 poêles anti-adhésives "Teflon" 8 po, 10 po et 12 po 24.99\$ Cour. : 49.99 \$	Batterie 7 pièces en acier inoxydable 18/10, fond triple couche 49.99\$ Cour. : 149.99 \$	Design Solingen Coutellerie 72 pièces en acier inoxydable 18/10 service pour 12 99.99\$ Cour. : 459.99 \$
Ens. de couteaux professionnel en acier inoxydable 18/10 Support en bois massif et caoutchouc: grani d'acier inoxydable 99.99\$ Cour. : 269.99 \$	GRATUIT! Casseroles pour pâtes/faitout 4 pièces 4 pièces en acier inoxydable 18/10, assortie en acier inoxydable 18/10, à l'achat d'une batterie Firenze 10 pièces Sur présentation de ce coupon Valeur de 100\$	Firenze Le summum en performance culinaire 229.99\$ Cour. : 699.99 \$

Batterie de cuisine 10 pièces en acier inoxydable 18/10, fond triple couche

229.99\$

Cour. : 699.99 \$

LES PRIX LES PLUS BAS! QUALITÉ SUPÉRIEURE! MEILLEUR CHOIX! PRIX GARANTIS!

BENIX & Co.

Importateurs d'articles ménagers de qualité

Lun.-merc. 10h-18h • Jeu. et ven. 10h-21h
Sam. 9h-17h • Dim. 10h-17h

7335, BOUL. DÉCARIE
3213, AUTOROUTE 440

KIRKLAND, Autoroute 40 Ouest, sortie ch. Sainte-Marie
LE FAUBOURG, Ste-Catherine

Faites vite pour profiter du meilleur choix. Promotions d'ouverture : limite de 1 par famille.

Angle Jean Talon, métro Namur
Chomedey, Laval
en face du Carrefour Laval, à côté du Yellow Plus

LE CIMETIÈRE DES MARTYRS

D'élections frauduleuses en lutte armée et en massacres



JOONEED KHAN

LE CACHEMIRE OUBLIÉ

SAM | 1 > Le paradis perdu

DIM | 2 > Le cimetière des martyrs

LUN | 3 > Des élections transparentes?

MAR | 4 > La colère des pandits

SRINAGAR — La capitale d'été de l'État indien de Jammu et Cachemire, a son cimetière des martyrs, comme West Belfast, comme les villes palestiniennes.

Dans un coin de l'Eidgah, vaste plaine cernée de montagnes aux crêtes enneigées où les fidèles se massent pour les fêtes islamiques, un millier de tombes dorment au soleil, chacune surplombée d'une plaque de marbre où est inscrite en ourdou l'identité du défunt.

Parmi elles, il y a des bébés tués avec leurs mères, des enfants pris dans des feux croisés, un vieillard de 105 ans, beaucoup de jeunes retrouvés écartelés ou décapités après avoir été arrêtés ou enlevés. Il y a aussi l'avocat des droits humains Jalil Andrabi, repêché dans le fleuve Jhelum après avoir été arrêté à un barrage militaire, et le mirwaiz Mohamad Farooq, chef spirituel des sunnites du Cachemire, abattu en 1990 à l'âge de 44 ans.

« Y gisent aussi 50 fidèles massacrés par les troupes indiennes lors des obsèques du mirwaiz qui ont mobilisé des centaines de milliers de personnes », explique Rafiq, un jeune accouru sur les lieux avec l'arrivée d'un groupe de journalistes étrangers.

« Srinagar compte à peine un million d'habitants, mais il y a 500 cimetières dans la ville », ajoute-t-il.

« Les Indiens ont dit que le mirwaiz avait été tué par des militants islamistes qui se battent pour l'indépendance du Cachemire ou pour le rattachement au Pakistan, pour-

suit-il. Nous n'en savons rien. Mais nous doutons de la version indienne. »

Il y a aussi les redoutables Ikhwan ou Frères musulmans, qui sont des milices de villages et de quartiers formés, armés et financés par l'Inde. « Ils renseignent les autorités indiennes sur les mouvements des militants, mais ils règlent aussi leurs comptes avec des rivaux en les dénonçant comme militants », souligne Rafiq.

Les gens enterrés au Behecht-e-shahid (Paradis des martyrs) sont tous morts après 1988. Cette année-là, un attentat à la bombe a marqué le début de la lutte armée au Cachemire.

Quatre décennies plus tôt, le Pakistan occupait plus du tiers du pays à majorité musulmane. Le maharadja Hari Singh, qui rêvait d'un royaume indépendant avec l'appui d'extrémistes hindous, opta pour l'Inde républicaine. Ses ancêtres de la dynastie des Dogra avaient acquis le Cachemire des Britanniques en 1846.

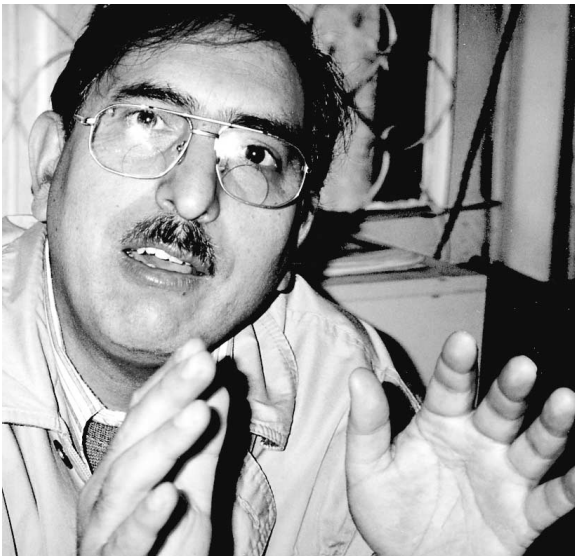
Règne de l'Inde

Depuis 1947, l'Inde a régné sur le Jammu et Cachemire grâce à l'armée, au contrôle politique direct, à des promesses d'autonomie, à des jeux militaires et diplomatiques, à la fraude électorale, et à la manipulation du charismatique cheik Abdullah et de sa dynastie.

« La lutte armée est née des élections frauduleuses de 1987 », dit Zafar Meraj, directeur du quotidien *Kashmir Monitor*, installé dans un vieux shikara (bateau-maison) sur

le fleuve Jhelum qui traverse Srinagar.

« Nehru était un pandit ou brahmine du Cachemire. En 1953, il se servit du cheik Abdulla avant de le jeter en prison. Indira Gandhi, sa fille, libéra le cheik en 1974 pour le manipuler à nouveau. Rajiv, le fils d'Indira, fit de même avec le fils, Farooq Abdullah, truffant les urnes pour qu'il fit les quatre volontés de l'Inde », explique-t-il.



Le politologue Nur Ahmad Baba.



Photos La Presse

Au cimetière des martyrs...

« Privé ainsi de la victoire à Srinagar, un Cachemiri, Muhammad Yusuf Shah, passa au Pakistan où, sous le nom de Syed Salahudin, il créa le groupe armé Hizb-ul-Mujahidine. D'autres l'imitèrent, rejoin- t par des Afghans et des Arabes. Et le Cachemire bascula dans cette guerre qui ne dit pas son nom. »

Une dizaine de groupes armés voués au djihad, la guerre sainte islamique, se sont lancés depuis à l'assaut des troupes indiennes. Cel- les-ci, renforcées par les sévères

lois anti-terroristes adoptées après le 11 septembre 2001, sont aujour- d'hui près de 700 000 hommes, forces fédérales et de l'État confon- dues.

L'effort de guerre coûte à l'Inde plus de 200 millions de dollars US par an, dopant le complexe milita- ro-industriel et créant des emplois.

Selon des organisations des droits humains de l'Inde, du Ca- chemire et de l'Occident, les 14 an- nées d'attentats et de féroce répres- sion ont fait autour de 100 000 morts, des civils pour la plupart.

Le poids du passé

JOONEED KHAN
envoyé spécial

INTIMEMENT LIÉ À la genèse de l'hindouisme et du bouddhisme, le Cachemire fut islamisé par les Persans, les Afghans et les Mogols, avant de tomber sous le règne du sikh Ranjit Singh en 1819.

Celui-ci céda la région de Jammu, au sud, au général hindou Gulab Singh, qui fonda la dynastie des Dogra et conquist la vallée du Cachemire ainsi que la région du Ladakh, au nord-est.

Ces trois régions forment aujour- d'hui le « Petit Cachemire » ou l'État indien de Jammu et Cache- mire. Partout les populations sont mixtes, mais la vallée du Cache- mire a une majorité musulmane, la région de Jammu est à majorité hindoue et celle de Ladakh est sur- tout peuplée de bouddhistes.

S'étant allié aux Britanniques contre les sikhs, Gulab Singh ob- tint le Cachemire en 1846 pour 7,5 millions de roupies (250 000 \$ CAN d'aujourd'hui). La Compagnie des Indes avait d'autres chats à fouetter, se contentant d'une rente annuelle du maharadja.

Le dernier roi dogra du Cache- mire fut Hari Singh qui, à la parti- tion de l'Inde et du Pakistan en 1947, opta pour un royaume libre avec l'appui d'extrémistes hindous opposés à Gandhi et à la partition.

Mais la population était à 90 % musulmane. Le Pakistan, arguant de cela, et de la contiguïté territo- riale, réclama son annexion. Nehru, un pandit (brahmine du Cache- mire), laissa les hindouistes repousser les musulmans vers le Pa- kistan, qui envoya militaires et irréguliers (les premiers moudjahi- dine) envahir le Cachemire.

L'Inde parle de 30 000 victimes.

« Le monde, quand il s'y inté- resse, voit le Cachemire comme un enjeu de la rivalité entre l'Inde et le Pakistan, il ne voit pas la tragédie du peuple du Cachemire », com- mente le politologue Nur Ahmad Baba, de l'Université du Cache- mire, dont le campus est lourde- ment patrouillé par l'armée et la police.

Un peu la Palestine...

Le Cachemire occupé rappelle bien la Palestine, mais avec une grosse différence : il n'y a pas d'In- tifada. « Au moindre attentat, l'ar- mée et la police punissent dure- ment les civils. C'est dans tous les rapports des droits de la personne. Aucune manifestation n'est donc possible. Les civils en veulent même aux militants. Ils se sentent pris au piège et le monde les ignore depuis 55 ans », souligne-t-il.

Au palais de justice de Srinagar, Bashir Ahmad Dar, secrétaire gé- néral du Barreau, brandit un épais dossier ficelé de centaines de pages dactylographiées, signées, estam- pées et photocopiées. « C'est l'af- faire Andrabi et on attend toujours justice. Il revenait de Genève où il avait soumis à la Fédération inter- nationale des droits de l'homme et à la Commission internationale des juristes le dossier sur les atrocités et violations au Cachemire. Les tueurs sont allés chez lui, dit, mais il réussit à s'enfuir. Le lendemain, il a été arrêté à un barrage et em- mené dans un camp militaire. Deux jours plus tard, son corps a été re- pêché du fleuve Jhelum. Les en- quêtes ont identifié son assassin comme un certain major Avtar Singh. Tout est là, dans ce dossier. Mais Avtar Singh court toujours.

« Des cas, il y en a des milliers et des milliers. Tenez, on repa- re les jours-ci du massacre de 35 sikhs à Chittisingpora, à la veille de la vi- site de Bill Clinton en 2000. L'ar- mée annonça ensuite avoir tué cinq militants responsables du massa- cre. Mais il s'est avéré qu'il s'agis- sait de cinq villageois. Les autorités sont maintenant sur la sellette pour avoir falsifié les résultats d'analy- ses de l'ADN prélevé sur les cinq cadavres. »

« J'étais assis dans ma boutique, l'an dernier, quand j'ai entendu une explosion dans la rue, raconte pour sa part Chabir Ahmad, opti- cien et père de trois enfants. Des soldats se sont rués à l'intérieur, d'autres tiraient dans la rue. Quand ça s'est calmé, les soldats m'ont traîné dehors et m'ont frappé jus- qu'au sang. Un supérieur arrivé sur les lieux a demandé : Pourquoi est- il encore en vie ? Ils m'ont emmené dans un camp, où un officier qui m'avait acheté des lunettes quel- ques jours plus tôt m'a reconnu et m'a fait libérer », raconte-t-il, en exhibant ses cicatrices aux bras et à l'abdomen.

« Vous avez visité le cimetière des martyrs ? » demande-t-il.



La mosquée Hazrat Bel souvent occupée par des militants et assiégée par l'armée.

105 morts dans un accident d'avion au Nigeria

Un seul passager a survécu: un général de l'armée nigériane

Agence France-Presse

KANO, Nigeria — Cent cinq personnes, passagers et membres de l'équipage, ont trouvé la mort hier lorsque l'avion de ligne à bord duquel ils se trouvaient s'est écrasé peu après son décollage de l'aéroport de Kano, dans le nord du Nigeria. Un seul passager a survécu.

Une seule personne, un général de l'armée nigériane, a survécu à l'accident de l'avion, ont affirmé des sources à l'hôpital Murtala Mohammed de Kano, ajoutant qu'il se trouvait dans un état critique.

Des témoins avaient auparavant déclaré à l'AFP que 74 corps avaient été retrouvés et que des dizaines de personnes étaient sans doute encore coincées dans les décombres des maisons détruites dans l'accident.

L'appareil s'est écrasé après avoir pris feu, sur une zone très peuplée dans une banlieue nord de la ville de Kano, détruisant au moins 10 habitations, selon ces témoins. On ignore encore s'il y a des victimes au sol.

Des témoins de la scène ont dit qu'ils ne pensaient pas qu'il y ait des survivants à bord de l'avion.

« Je ne pense pas que quelqu'un ait pu survivre, a déclaré un habitant, Bashir Mohammed. Les personnes à l'intérieur hurlaient, mais étaient coincées et les pompiers n'avaient pas d'eau ».

L'avion reliait Kano à Lagos, capitale économique du pays, ont indiqué des responsables de l'aéroport.

De la fumée noire était visible au-dessus de l'aéroport de Kano, situé à Gwammja, au nord de la ville, a rapporté un journaliste de l'AFP.

« J'étais devant chez moi quand j'ai vu l'avion s'élever et se balancer d'une aile sur l'autre, a raconté

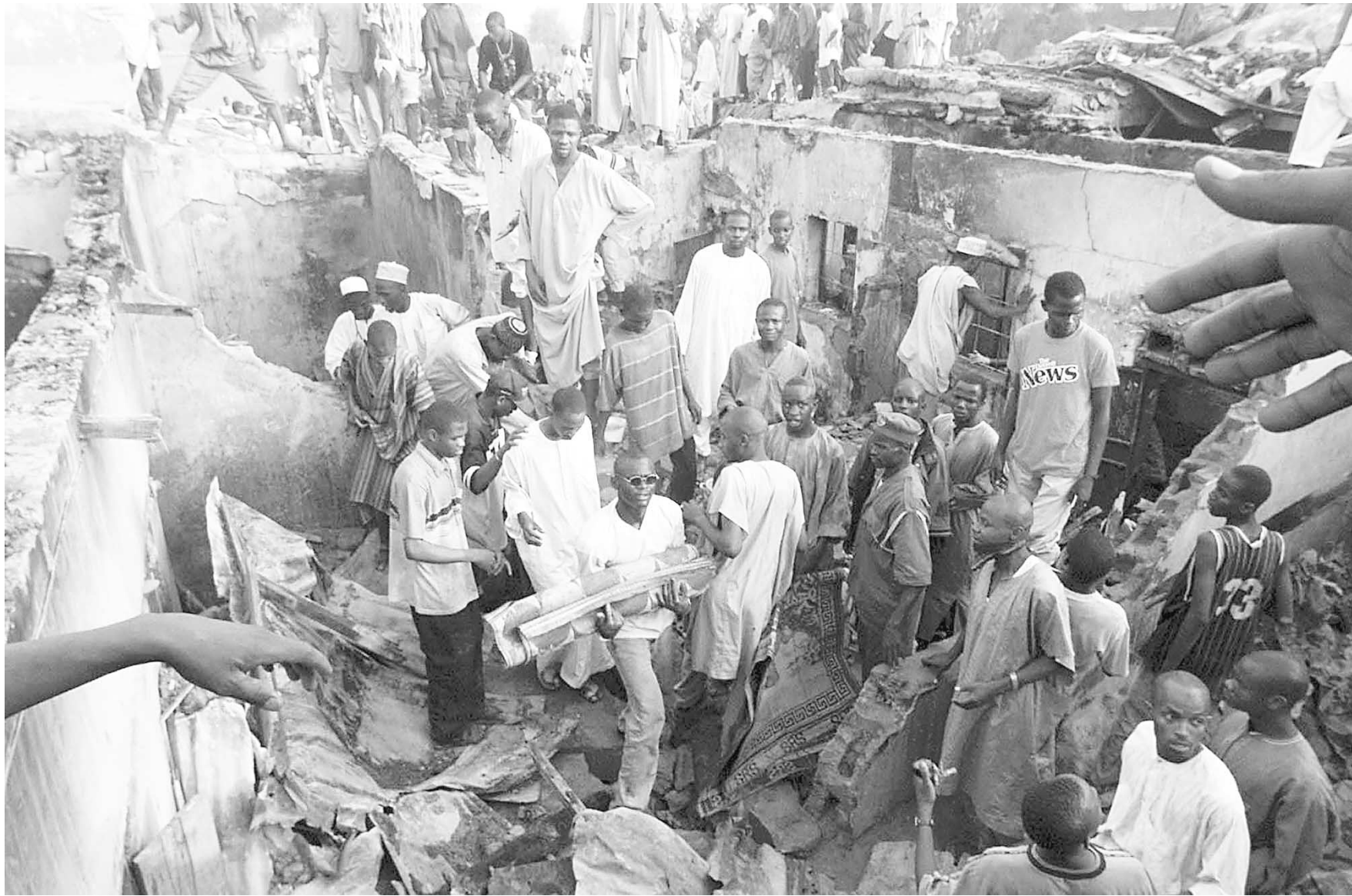


Photo AP ©

L'appareil s'est écrasé après avoir pris feu, sur une zone très peuplée dans une banlieue nord de la ville de Kano, détruisant au moins 10 habitations.

Maikudi Ismae'il, un habitant de Gwammja. Il a fait un piqué. D'abord, ses ailes ont pris feu, puis il s'est écrasé sur des maisons. »

Ismae'il a indiqué qu'il avait aidé à sortir 26 corps des débris de l'avion et qu'il a pu lui-même voir 48 autres corps. Des soldats et des

policiers étaient sur place, selon les témoins, mais n'ont rien pu faire pour aider les passagers.

Le vol était assuré par la compagnie privée nigériane EAS, ont ajouté des responsables de l'aéroport. Cette compagnie dispose de quatre avions de British Aerospace

1-11-500, pouvant transporter jusqu'à 96 passagers en plus de l'équipage.

Il existe plus d'une demi-douzaine de compagnies privées en activité au Nigeria. Les normes de sécurité aériennes au Nigeria font l'objet de vives critiques et certai-

nes ambassades étrangères interdisent à leur personnel de voyager avec ces compagnies.

La dernière catastrophe aérienne majeure au Nigeria remonte au 7 novembre 1996 quand un Boeing 727 de la compagnie ADC s'est écrasé en atterrissant à Lagos, faisant 143 morts.



20,000
IDÉES
DÉCOR
PRINTANIÈRES

Le leader
Nord-Américain en:

STORES EN BOIS NATUREL

STORES SIMILIBOIS

STORES HORIZONTAUX

STORES CELLULAIRES

STORES PLISSÉS

TOILES DE FENÊTRE

STORES ROMAINS

STORES EN TISSU DIAPHANE

STORES VERTICAUX



Plus de 110 supermagasins
pour mieux vous servir.
Appelez 1-800-254-6377
pour le supermagasin le
plus près de chez vous.
www.lemarchedustore.com

LE MARCHÉ DU STORE
DIRECTEMENT DE NOTRE MANUFACTURE

ÉPARGNEZ 200\$
jusqu'à

SUR NOS BAS PRIX
« DIRECTEMENT NOTRE MANUFACTURE » !



STORES EN BOIS NATUREL
Modèle Natura^{MD}
Ex: 23" x 42" **42⁹⁹**

As showny 2" Laredo - style with decorative tape option

UNIQUEMENT au MÉGA
CENTRE DE LIQUIDATION
UNE ADRESSE SEULEMENT: 3500, BOUL. ST-JOSEPH E. MTL.

STORES EN BOIS VÉRITABLE
Stores de haut de gamme non-réclamés
Modèles LAREDO et TANGO / Blanc ou Albâtre

Exemple :
41 1/2 po x 84 po
Régulier **380⁰⁰⁵**
UN SEUL PRIX 49⁹⁹\$ *
jusqu'à 42 po de large

IMMENSE CHOIX
de grandeurs
en stock!

Exemple :
95 1/2 po x 84 po
Régulier **839⁰⁰⁵**
UN SEUL PRIX 69⁹⁹\$ *
Plus de 42 po de large

LE PLUS GRAND MANUFACTURIER ET DÉTAILLANT DE STORES EN AMÉRIQUE DU NORD !

Montréal LE MÉGA-MARCHÉ DU STORE
3500, boul. St-Joseph Est (514) 259-3500
Entre boul. St-Michel et boul. Pie IX

Saint-Léonard (514) 251-0375 • 6920 Jean-Talon Est
Dollard-des-Ormeaux (514) 624-9768 • 3940, boul. St-Jean N.
Pointe-aux-Trembles (514) 640-9037 • 11800, rue Sherbrooke E.
Chomedey (450) 668-2370 • 55, boul. St-Martin Ouest
Fabreville (450) 963-2020 • 519, boul. Curé-Labelle
Greenfield Park (450) 672-0200 • 3836, boul. Taschereau

St-Eustache (450) 974-3434 • 260, boul. Arthur-Sauvé
Terrebonne (450) 471-4791 • 900, boul. Des Seigneurs
Repentigny (450) 582-9937 • 111, boul. Industriel
St-Jérôme (450) 569-8332 • 2137, boul. Labelle
Joliette (450) 752-4123 • 968, Papineau
St-Jean-sur-Richelieu (450) 348-0990 • 1050, boul Du Séminaire N.
St-Hyacinthe (450) 771-4266 • 2626, boul Casavant ouest

Autres régions: Granby, Sorel, Drummondville, Sherbrooke, Victoriaville, Sherbrooke, Trois-Rivières, Québec, Lévis, St-Georges de Beauce, Chicoutimi, Gatineau
Blinds To Go™, Ottawa, Toronto, Kitchener, London, Windsor, Détroit, New York, Pennsylvania, New Jersey, Connecticut, Virginia et Maryland.

PRIME! Épargnez jusqu'à 200\$ de rabais SUR NOS TRÈS BAS PRIX DE LA MANUFACTURE !

NOUVEAU! Épargnez encore PLUS !

20\$ de rabais
PRIME
SUR TOUT ACHAT
DE 100\$ ET PLUS CHEZ
LE MARCHÉ DU STORE

50\$ de rabais
PRIME
SUR TOUT ACHAT
DE 250\$ ET PLUS CHEZ
LE MARCHÉ DU STORE

100\$ de rabais
PRIME
SUR TOUT ACHAT
DE 500\$ ET PLUS CHEZ
LE MARCHÉ DU STORE

200\$ de rabais
PRIME
SUR TOUT ACHAT
DE 1000\$ ET PLUS CHEZ
LE MARCHÉ DU STORE

HOT CODE: HD707001 Expire le: 19 mai, 2002

HOT CODE: HD707001 Expire le: 19 mai, 2002

HOT CODE: HD707001 Expire le: 19 mai, 2002

HOT CODE: HD707001 Expire le: 19 mai, 2002

Présentez votre coupon en commandant. Ne peut être appliqué aux achats antérieurs. Ne peut être jumelé avec aucune autre offre. Un coupon par maisonnée.

*Les rabais Prime ne sont pas valables au Centre de Liquidation.

Retour en grâce des oeufs peints

Associated Press

KIEV — Dans l'Ukraine post-soviétique, le réveil culturel et religieux, qui fait suite à des décennies d'athéisme d'État, s'accompagne d'un retour en grâce du « pisan-karstvo », l'art traditionnel des oeufs de Pâque peints, véritable institution dans ce pays à forte majorité orthodoxe.

Associés le plus souvent à la Pâque orthodoxe, qui est célébrée aujourd'hui, ces oeufs sont vendus toute l'année en Ukraine.

Dans son immeuble délabré proche des cathédrales aux dômes dorés de Kiev, Galina Ivanets consacre le plus clair de son temps à cet art. Cette ancienne économiste, rendue inapte au travail par la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, voilà 16 ans, a mis à profit son inactivité forcée pour redécouvrir le « pisaniki », l'ornement de ces oeufs considérés jadis comme les symboles de l'origine de la vie. Avec le temps, ce folklore s'est adapté à la montée du christianisme, pour se fondre dorénavant avec le renouveau spirituel lié à la Pâque.

« Lorsque l'Ukraine est devenue indépendante, le pisaniki a donné un sens à ma vie », explique aujourd'hui Galina Ivanets.

Les oeufs traditionnels ukrainiens sont peints à partir de modèles et symboles à base de cire d'abeille et avec l'aide d'un stylet de cuivre. La cire fondue s'écoule le long du stylet sur l'oeuf, qui est ensuite trempé dans des bains de teinture. Le processus sera répété jusqu'à sept fois pour parvenir au motif désiré.

Après avoir appliqué ces couches successives, les artistes font chauffer la cire au-dessus d'une flamme puis la retirent afin de faire apparaître les différentes couleurs qui recouvrent l'oeuf. Des trous sont alors percés aux deux extrémités, le contenu de l'oeuf expulsé et un fil introduit d'un pôle à l'autre.

Dans certaines familles, la tradition se perpétue de génération en génération. Mais pour Galina Ivanets, l'art du pisaniki est venu par accident. Atteinte de diabète et de troubles nerveux consécutifs aux radiations de Tchernobyl, elle s'est retrouvée sans ressources, obligée de gagner sa vie pour acheter l'insuline nécessaire à sa survie. Ce n'est qu'en 1992, après l'indépendance, qu'elle s'est découverte une passion pour ces oeufs peints.

L'un de ses chefs-d'oeuvre, fruit d'un travail de trois jours, doit être prochainement offert au pape Jean-Paul II. Sur cet oeuf d'oeie, une croix dorée voisine un motif de ruban. Le tout scintille de points rouges symbolisant les larmes de la vierge Marie après la crucifixion du Christ.

Merci !

Les 365 marchands propriétaires de RONA vous disent merci.

Merci de nous avoir permis de devenir **le plus grand détaillant de quincaillerie, de matériaux de construction et d'horticulture au Canada**; merci de nous avoir trouvé une place dans vos maisons.

Pour partager cette réussite, nous allons non seulement demeurer les plus grands acheteurs de produits québécois et canadiens, mais nous nous engageons aussi à continuer de vous offrir tous les jours :

- **le meilleur service;**
- **les meilleurs produits;**
- **des prix des plus compétitifs.**

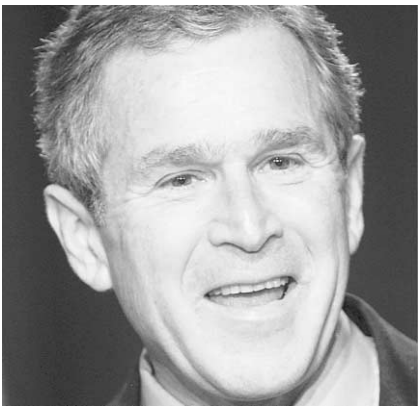
Nous vous aidons à réaliser vos projets.



Stéphane Gagnon
Marchand propriétaire

RONA

au service de votre imagination



Le président Bush s'investit personnellement dans le projet d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

Washington pose les bases d'une rencontre internationale

PATRICK ANIDJAR
Agence France-Presse

WASHINGTON — Les États-Unis, résolument impliqués dans la recherche d'une solution au Proche-Orient, vont au cours d'une semaine diplomatique chargée tenter de poser les fondations d'une conférence internationale sur le conflit israélo-palestinien prévue cet été.

Le président George W. Bush, qui s'investit personnellement dans ce dossier, va successivement recevoir mardi et mercredi à la Maison-Blanche le premier ministre israélien Ariel Sharon et le souverain jordanien Abdallah II.

« En proposant une conférence internationale sur le Proche-Orient, l'administration Bush s'est engagée encore plus avant dans un conflit qu'elle avait longtemps cherché à éviter », a constaté hier le *Washington Post*, en estimant que « c'est en soi une bonne chose ».

Depuis l'annonce jeudi à Washington de cette initiative, à l'issue d'une réunion quadripartite États-Unis, Russie, Union européenne et ONU, les Palestiniens en ont accepté l'idée et les Israéliens, sans la rejeter, se sont montrés plus réservés, préférant apparemment attendre la rencontre entre MM. Bush et Sharon.

La tâche s'annonce difficile et les dirigeants américains, préférant ne pas exacerber les attentes, ont éludé dès vendredi le terme « conférence », utilisé jeudi, au profit de « réunion » au niveau ministériel.

« Je continue d'utiliser le mot « réunion », vous continuez d'utiliser le mot « conférence », a fait observer vendredi à des journalistes le porte-parole de M. Powell, Richard Boucher.

L'éditorialiste du *Post* rappelle pour sa part que les percées dans le processus de paix entre Israël et les Palestiniens n'avaient pas eu lieu lors de grandes réunions publiques, mais durant des négociations secrètes, en particulier à Oslo, en 1992, soit quelques mois après la première conférence internationale sur le Proche-Orient, à Madrid, le 30 octobre 1991.

Premier obstacle à franchir : le refus affiché de M. Sharon de transiger avec le chef de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, qu'il a déclaré hors jeu à la suite d'une série d'attentats contre des civils israéliens.

Comme le souligne le *New York Times*, la marge de manoeuvre de M. Bush pour inciter M. Sharon à faire des concessions est très limitée, le Congrès ayant massivement exprimé jeudi son soutien à Israël tout en critiquant M. Arafat.

Autre obstacle : les États-Unis doivent s'assurer qu'avec la levée du siège imposé par l'armée israélienne sur M. Arafat, les attentats ne reprennent pas, et pour ce faire mobiliser le plus grand nombre possible de dirigeants arabes.

M. Bush a d'ailleurs mis en demeure jeudi le dirigeant palestinien d'oeuvrer pour une paix au Proche-Orient après l'avoir accusé d'avoir « délaissé les intérêts de son peuple ».

La contribution des États arabes à une solution, qui a déjà figuré la semaine dernière au programme d'entretiens entre M. Bush et le prince héritier saoudien Abdallah ben Abdel Aziz, pourrait également être évoquée durant la rencontre entre M. Bush et le roi de Jordanie prévue mercredi.

Le président Bush a ainsi récemment déclaré être « absolument convaincu de la nécessité des efforts conjugués des Saoudiens, des Jordaniens et des Égyptiens pour aider à consolider une paix durable » au Proche-Orient.

Le Maroc, qui a historiquement joué un rôle crucial dans le rapprochement entre Israël et le monde arabe, s'est pour sa part déclaré satisfait de l'annonce par M. Powell d'une conférence internationale sur le Proche-Orient.

Selon une experte du Proche-Orient, Judith Kipper, du Council on Foreign Relations, la conférence internationale devra s'appuyer autant sur le plan de paix du prince Abdallah, que sur la déclaration commune signée par Israël et les Palestiniens à Taba (Égypte) le 27 janvier 2001, par laquelle les parties affirmaient n'avoir jamais été aussi proches d'un accord.

Espoir de solution à Bethléem : Arafat s'engage à des réformes

SOPHIE CLAUDET
Agence France-Presse

BETHLÉEM, Cisjordanie – Un espoir de solution se dessinait hier autour de l'église de la Nativité à Bethléem, assiégée par l'armée israélienne, avec une médiation européenne, tandis qu'à Ramallah, le président palestinien Yasser Arafat s'engageait à des réformes.

La médiation européenne prévoit qu'une liste des Palestiniens retranchés dans l'Église soit communiquée à l'armée israélienne, avec l'accord de l'Autorité palestinienne, a indiqué à l'AFP un haut responsable européen qui a requis l'anonymat.

Quatre de ces Palestiniens, particulièrement recherchés par Israël, pourraient se rendre et être placés à terme en détention sous supervision internationale, aux termes d'un accord similaire à celui qui a permis la levée du siège du quartier général de M. Arafat à Ramallah en échange de l'incarcération de six hommes à Jéricho sous supervision américano-britannique.

En échange, l'armée israélienne leverait le siège de l'église et se retirerait de Bethléem, où elle était entrée le 2 avril. Quelque 180 Palestiniens, dont une trentaine recherchés par Israël et une trentaine de religieux, se trouvent à l'intérieur de la basilique.

Le haut responsable européen, citant un homologue palestinien, a estimé que la crise pourrait être résolue aujourd'hui.

Les négociations locales entre les deux camps étaient arrêtées depuis dimanche dernier, selon les Palestiniens. La délégation palestinienne a d'ailleurs confirmé hier à M. Arafat qu'elle cessait de négocier.

Des négociateurs palestiniens ont affirmé que ces tractations étaient désormais sans objet, les États-Unis étant en contact direct avec un conseiller économique et proche du président Arafat, Mohammad Rachid.

Un représentant de l'Église catholique, le prêtre David Jaeger, a indiqué pour sa part que le Vatican

avait demandé une intervention des États-Unis pour lever le siège du complexe de la basilique.

« Nous espérons que le président George W. Bush déploiera les mêmes efforts pour lever le siège du lieu de la naissance du Christ qu'il l'a fait pour lever celui de Moukattaa », le QG du président Arafat, a déclaré à l'AFP au téléphone de Rome ce porte-parole de la Custodie franciscaine, chargée de la protection de lieux saints latins.

À Ramallah, la direction palestinienne, instance formée du gouvernement palestinien et du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, s'est longuement réunie dans la nuit de vendredi à hier, pour la première fois depuis six semaines.

La réunion a été émaillée par la démission du ministre des Affaires parlementaires, Nabil Amr, qui a demandé en vain « un nouveau gouvernement qui comprenne des gens qualifiés ».

La direction palestinienne a indiqué avoir examiné un « programme de réformes politiques et administratives pour rebâtir les institutions de l'Autorité palestinienne ».

Le premier ministre israélien Ariel Sharon doit partir ce soir pour Washington. En plus du projet de conférence sur la paix au Proche-Orient, il entend orienter ses entretiens avec le président Bush sur deux autres points : son « plan de paix » et le fait que M. Arafat gère lui-même tous les fonds versés à l'Autorité palestinienne.

Sur le terrain régnait une relative accalmie. Dans le sud de la bande de Gaza, un policier palestinien a été tué par l'armée israélienne qui a effectué une incursion dans la région. Selon l'armée israélienne, il s'apprêtait à pénétrer armé dans une colonie juive.

À Ramallah, quatre Palestiniens revenant du travail ont été blessés par des tirs de militaires israéliens. Selon l'armée israélienne, ils avaient refusé de s'arrêter à un barrage.

À Bethléem, une violente explosion a eu lieu au troisième étage d'un immeuble proche de la basilique de la Nativité, blessant un adolescent palestinien. Selon l'armée israélienne, il s'agissait d'un atelier de fabrication d'explosifs camouflé sous l'inscription « infirmerie ».



Photo REUTERS

Fort d'une liberté de mouvement fraîchement retrouvée, le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat a accueilli hier dans ses bureaux de Ramallah le prêtre Atallah Hannah de l'Église orthodoxe orientale.

Explication de la « démission » de Chavez

CARACAS — La « démission » du président Hugo Chavez avait été annoncée « pour éviter un bain de sang » lors du coup d'État éphémère contre lui le 12 avril, a révélé hier le général Lucas Rincon, inspecteur général des forces armées du Venezuela, devant la commission parlementaire d'enquête sur le putsch. Face à la rébellion de

généraux à Caracas dans la nuit du 11 à 12 avril, le chef de l'État avait reçu l'appui des commandants des garnisons de l'intérieur, prêts à « prendre le contrôle » de Caracas, mais M. Chavez avait refusé pour « que ne coule une seule goutte de sang », a précisé le général Rincon. *d'après FP*

108 civils tués en Colombie

BOGOTA — Cent-huit civils ont été tués entre lundi et jeudi lors des combats auxquels se livrent guérilleros d'extrême gauche et paramilitaires d'extrême droite dans la ville de Bojaya (nord-ouest), a annoncé hier le gouverneur du département de Choco, William Halaby Cordoba. « Selon les informations qui

me sont parvenues de la mairie de Bojaya (...) 68 cadavres ont été identifiés dans les chapelles de la ville et plus de 40 doivent encore l'être », a déclaré le gouverneur à la chaîne d'information Radionet, ajoutant que « toutes les victimes sont des civils ». *d'après AFP*

Des émeutes à Belfast font six blessés

LONDRES — Cinq policiers et au moins un civil ont été hospitalisés hier soir à Belfast à la suite de violents incidents survenus entre des factions nationalistes et unionistes après une rencontre de football qui s'est déroulée en Écosse, a-t-on appris auprès de la police. La police et l'armée sont intervenues pour

séparer les factions rivales et des balles en caoutchouc ont été tirées, a ajouté la police. Manifestants ont jeté des cocktails molotov et des pétards sur la police et un officier a été blessé par un paraplaing lancé depuis un toit, a-t-on ajouté de même source. *d'après AFP*



Photo d'archives

L'auteur britannique Salman Rushdie (notre photo) aura eu au moins un défenseur public dans le monde arabe, Sadik al-Azm.

Sadik al-Azm, « l'apostat de Damas »

Un des rares intellectuels arabes à avoir pris publiquement la défense de Salman Rushdie

En tournée dans les principaux pays du monde arabe, notre envoyé spécial poursuit sa série de reportages sur les réactions face à la crise israélo-palestinienne. Aujourd'hui : le cas d'un résistant



GILLES TOUPIN
envoyé spécial
EN SYRIE

DAMAS — Le Syrien Sadik al-Azm est le seul intellectuel arabe qui a pris publiquement à l'époque la défense de Salman Rushdie lorsque *Les Versets sataniques* ont déchaîné les passions dans le monde musulman. Sadik al-Azm avait été, longtemps avant l'affaire Rushdie, lui-même au centre d'une explosion à la Rushdie dans le monde arabe lorsqu'il publia, en 1969, un ouvrage extrêmement critique sur la pensée religieuse musulmane.

Il fut emprisonné un court temps et la presse arabe le baptisa « l'apostat de Damas ».

Dans le grand bureau de sa résidence damascène où il travaille, l'éclairage est blafard. Les livres et les documents innombrables sont empilés un peu partout. Les murs sont tapissés de bibliothèques si hautes qu'il faut une grande échelle pour atteindre les rayons supérieurs. Dans un coin, une petite table ronde orientale est cernée de fauteuils. C'est là qu'il sert le thé et reçoit ses visiteurs.

L'homme est costaud, dans la soixantaine, grisonnant, avec de larges lunettes. L'affaire al-Azm avait fait tout un tapage en 1970, même en Occident. Cela a valu à Sadik al-Azm une célébrité qui ne s'est jamais fanée et qui l'a propulsé en juin 2000 en couverture du fameux magazine *The New York Review of Books*.

« Les similitudes sont nombreuses avec l'affaire Rushdie, raconte-t-il. On m'a fait un procès, à moi et à mon éditeur. La cour a rejeté la plainte, mais mon livre a été banni. Ce fut malgré tout un grand succès de vente et il est réimprimé, depuis, chaque année. Évidemment j'ai eu droit à une fatwa (une condamnation du clergé musulman), mais à l'époque le clergé n'a pas osé réclamer ma mort, comme pour Rushdie. »

Plusieurs intellectuels arabes avaient formé un front pour le défendre. « Sans être tous d'accord avec moi, se souvient Sadik al-Azm, ils se sont levés pour défendre la liberté d'expression. Ils ont dit : nous, en tant que musulmans, nous serions fous si nous ne tenions pas compte des questions que soulève al-Azm. Après, quand l'affaire Rushdie est apparue, j'ai senti la nécessité d'intervenir en sa faveur. Je suis un intellectuel public. On me demande de me prononcer. Je défendais ainsi la littérature, le principe de la liberté d'expression. Pour faire du progrès dans le monde arabe, on doit se battre pour la liberté d'expression. »

Les intellectuels arabes comme M. al-Azm sont nombreux en Syrie et dans tout le Moyen-Orient. Mais, en général, l'Occident est coupé d'eux. Barrière linguistique ? Barrières technologiques ? Le village planétaire n'a pas encore atteint la Syrie et les déserts avoisinants. Vous trouverez quelques cafés Internet à Damas, mais vous ne pourrez pas vous brancher sur Hotmail. Le pouvoir en a bloqué l'accès.

« Malgré ce qui est arrivé à Rushdie, nous assure Sadik al-Azm, le monde arabe a continué de

produire une série d'ouvrages qui ont fait scandale, qui se sont opposés aux idées ayant cours à propos de l'islam. Le malaise est grand quand on touche au religieux chez nous. Nous sommes comme l'Europe catholique du XVIII^e siècle. Le religieux fait partie de la vie quotidienne des gens. C'est cette France du XVIII^e siècle qui a chassé Voltaire. C'est pourquoi, aujourd'hui, il faut voir Rushdie comme le Voltaire musulman, pas comme quelqu'un qui blasphème. Rushdie, c'est notre Galilée. »

Ce pourfendeur de l'islam des extrémistes est convaincu que le monde arabe est doucement en train de changer. Il affirme notamment qu'en Syrie, la liberté d'expression est plus grande depuis la venue de Bachir al-Assad, que les débats sont plus ouverts. Il n'en constate pas moins que les tentatives de changement se sont effondrées. « Le régime, dit-il, sent qu'il est dans une impasse. Il ne peut plus gouverner de la vieille manière et en même temps il n'a pas de plan. S'ils font des changements, ils craignent que tout l'édifice ne s'effondre. »

Une chose est sûre pour Sadik al-Azm : « Avec ce qui est arrivé à New York le 11 septembre, le mouvement islamiste a reçu un dur coup. Ses partisans sont aujourd'hui comme les Nassériens après la mort de Nasser ou les communistes après la chute du mur de Berlin. L'islamisme tire à sa fin. Ils connaissent l'échec partout. Personne ne défend plus les talibans dans le monde arabe. »

En fait, c'est tout le monde arabe qui est en crise en ce moment et ce n'est pas à cause de la question palestinienne, soutient l'intellectuel. C'est justement à cause de la religion. C'est à cause de la rigidité d'une certaine pensée musulmane, une pensée à la saoudienne avec un système moral rigide auquel la grande majorité des Arabes ne croient plus, y compris la grande majorité des Saoudiens. « La vie n'est pas comme ça ! lance Sadik al-Azm. Le résultat ? Des peuples atteints de schizophrénie. »

Et la Palestine dans tout ça ? « Même s'il y a actuellement un risque réel de déstabilisation des régimes arabes, répond l'écrivain, ce n'est pas la question palestinienne qui fera tomber Moubarak, le parti Baas ou la monarchie jordanienne. La question palestinienne est devenue l'excuse des gens pour aller dans la rue. Mais c'est un prétexte qui est discrédité au fond de chacun. Les régimes arabes ne peuvent plus dire à leurs populations que s'il n'y a pas de paix, c'est à cause de la question palestinienne. Ils ne peuvent plus masquer leur propre échec aux yeux des populations. Les gens vont manifester dans les rues, les régimes ferment les yeux, mais en même temps ils ont peur pour eux-mêmes. »

N'empêche qu'il est impossible aujourd'hui, dans le monde arabe, de faire abstraction des visées d'Israël. « Les Israéliens vivent une angoisse existentielle profonde, malgré leur bombe atomique, pense Sadik al-Azm. Ils ont peur face à l'avenir, face au long terme. Ils ont aussi leur schizophrénie propre. Ils sont effrayés par l'idée d'un État palestinien. Et s'il n'y a pas d'État palestinien, ils sont aussi effrayés des conséquences de cela. Et pour beaucoup d'Israéliens, ce qui serait le mieux, croient-ils, ce serait l'annexion de la Palestine : un pays, deux territoires. »

Alors, pour faire régresser la schizophrénie des Arabes et la schizophrénie des Israéliens, il n'y a qu'une solution pour Sadik al-Azm : un plan de paix imposé par les Américains, comme à Dayton lorsqu'il s'est agi de pacifier l'ex-Yougoslavie, mais un plan de paix juste et équitable pour les deux parties. « Le temps d'une paix globale signée par les Arabes est fini, dit le célèbre penseur syrien. C'est passé. L'Égypte a fait échouer cette possibilité. Arafat lui-même a brisé le rang en signant Oslo. La seule solution, l'idéal (et des intellectuels juifs l'ont aussi dit, notamment Thomas Friedman) c'est un plan imposé, ce à quoi ressemble au fond le plan de paix saoudien. »

La Presse
5 mai 2002

Page A11 manquante

AFFAIRES

L'Argentine et le Canada : quand la démocratie fait la différence



RUDY LE COURS

Jusqu'au milieu des années 1950, l'Argentine et le Canada étaient, avec l'Australie, des pays modèles, porteurs de l'avenir économique le plus brillant.

Ils représentaient aux yeux des Européens meurtris par la guerre deux pôles d'attraction de rechangeaux États-Unis. Il n'était pas rare que des familles d'émigrants se divisassent en Amérique, un fils optant pour l'Argentine, une fille pour le Canada.

Ces deux pays neufs connaissent alors un développement formidable, l'Argentine pouvait même prétendre dans les années 20 compter parmi les plus grandes puissances économiques de la planète. « Si le G-7 avait alors existé, l'Argentine en aurait fait partie », note un brin nostalgique Jorge Aavales, économiste, professeur retraité de l'Université Laval et Argentin d'origine.

Aujourd'hui, personne ne considère le pays de Gardel et de Maradona comme une grande puissance, sauf au soccer bien entendu, où plusieurs parient pour elle lors du tournoi de la Coupe du monde qui commence le 31 mai.

La lente mais néanmoins brutale descente aux enfers où le pays est embourbé étonne, voire déroute.

Pour y voir un peu plus clair, dégageons certains traits qui distinguent les histoires économique et politique des deux pays et qui fournissent sans doute des éléments d'explications.

La vie démocratique

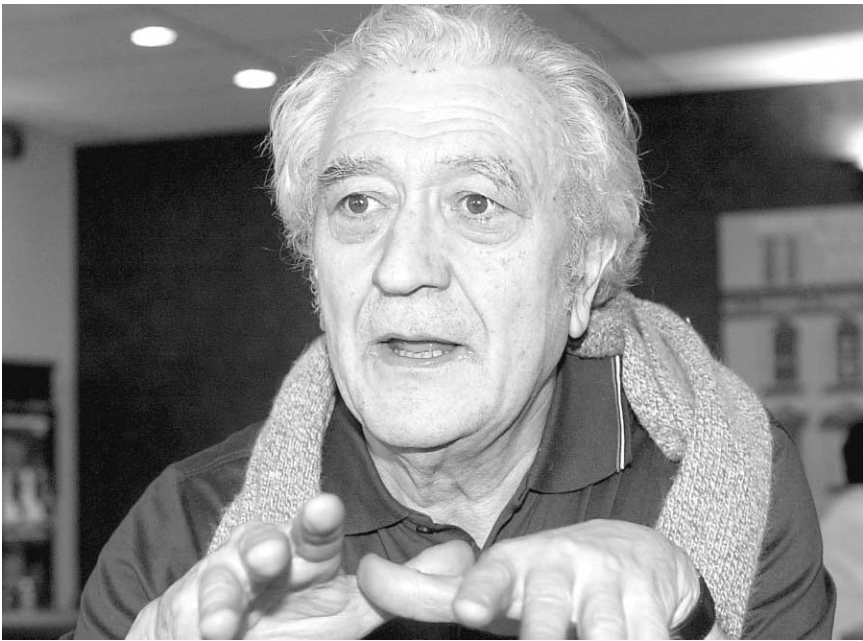
La façon dont le Canada et l'Argentine se sont affranchis de leur maître européen crée les germes de ce qui distinguera la vie politique et économique des deux pays au cours des décennies suivantes.

L'Argentine se libère de l'Espagne par la force des armes, dès le début du XIX^e siècle. L'armée y acquiert gloire, prestige et pouvoir, en plus de porter le nationalisme en étendard et de s'arroger les meilleures terres, les plus fertiles du monde. Les gradés de l'armée argentine sont, selon M. Aavales, « les pères de la patrie », qui se dote d'une constitution en 1853, inspirée des idéaux de la Révolution française qui prévoient la séparation de l'Église et de l'État.

La genèse du Canada est toute autre. Les pères de la Confédération sont des civils qui négocient avec la Grande-Bretagne une loi cadre qui créera un seul Parlement pour les quatre provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, du Québec et de l'Ontario, en 1867. Les six autres se joindront par la suite. Le Canada s'affranchit de la Grande-Bretagne en 1931 grâce au statut de Westminster et rapatrie sa constitution en 1982. Dans ce lent processus, sans gloire certes, mais sans grande violence non plus, l'armée ne jouera pas de rôle central.

Dès ses débuts, la démocratie canadienne sera assez forte pour asseoir l'autorité du pouvoir politique, jamais démentie bien qu'imparfaite.

En Argentine, c'est une autre histoire. Le premier suffrage au vote secret aura lieu en 1916. Il symbolise l'intégration de la nouvelle classe moyenne issue de l'immigration et de la vitalité de l'éco-



Jorge Aavales

Photo PIERRE McCANN, La Presse ©



Graciella Ducatenzeiler

Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©

LE CANADA ET L'ARGENTINE EN CHIFFRES		
CANADA		ARGENTINE
30,7	Population (millions)	37,02
9,9	Superficie (millions de km ²)	2,7
1867	Année d'indépendance	1816
78,7 ans	Espérance de vie	72,9 ans
842 400	PIB total (Parité de pouvoir d'achat-millions \$US)	449 093
26251	PIB par habitant (PPA-\$US)	12 277
6,8%	Taux de chômage moyen (2001)	18%
0,936	Indice de développement humain (max. : 1)	0,8420
3	Rang mondial	34

nomie alors libérale, souligne Graciella Ducatenzeiler, qui enseigne les sciences politiques à l'Université de Montréal.

Tandis que le Canada naissant fabrique des bateaux et exporte du bois en Grande-Bretagne, l'Argentine exploite ses riches pampas où se pratique à grande échelle l'élevage du boeuf et du mouton et la culture céréalière. Elle exporte vers l'Europe la plus grande partie de sa production, ce qui permet le déploiement des activités ferroviaire et portuaire assurées par l'entrée massive de capitaux étrangers. « L'oligarchie terrienne ne s'est jamais transformée en bourgeoisie industrielle », souligne M^{me} Ducatenzeiler.

L'Argentine ne prend pas part à la Grande Guerre de 14-18. Elle pourra mettre toutes ses forces vives dans la production de denrées achetées au prix fort après le conflit.

Buenos Aires, la capitale, est alors une ville en pleine expansion. Une personne sur deux est immigrante, en majorité italienne. Cette population urbaine élit en 1916 Hippolito Yrigoyen,

qui dirigera le pays jusqu'à l'éclatement de la Grande Crise économique, laquelle prive l'Argentine de ses marchés d'exportation.

Le gouvernement sert de bouc émissaire et est déposé en 1930 par les militaires, qui installent à sa place une coalition de conservateurs et d'éléments socialistes inspirés du fascisme italien. La corruption s'installe doucement sous forme de redevances, raconte Mario Bunge, physicien et professeur de philosophie des sciences à l'Université McGill, et qui a quitté l'Argentine au début des années 60,

non sans avoir créé en 1939 une université populaire.

Ce premier de six coups d'État marque une cassure dans l'histoire politique de l'Argentine et plusieurs la voient comme la fin de l'âge d'or du pays.

Au Canada, la Crise frappe durement aussi. Toutefois, c'est dans le processus électoral que le mécontentement populaire sera contenu, avec la défaite du gouvernement de William Mackenzie King.

Le péronisme

L'attitude des deux pays sera bien différente pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Les Canadiens y prennent activement part, tant sur les fronts européens (France, Italie) qu'asiatique (Hong Kong). L'Argentine restera officiellement neutre durant tout le conflit.

Elle est gouvernée à partir de 1943 par une junte dont la vedette est Juan Peron. « C'est la rupture, croit M^{me} Ducatenzeiler. Jusqu'à Peron, l'Argentine était un pays libéral dont l'économie reposait sur la société civile. »

Leader charismatique, Peron sera plébiscité en 1946.

Sa doctrine, le justicialisme, emprunte aux fascismes européens certains traits comme le culte de la personnalité du leader, la concentration des pouvoirs en ses mains et une sainte alliance avec le haut clergé catholique. Il calque sur l'Union soviétique l'assujettissement des syndicats en rendant obligatoire l'accréditation des travailleurs et en confiant aux dirigeants de la centrale unique la gestion des programmes sociaux. Il se distingue de ces deux modèles par des réformes populaires comme le vote des femmes ou la baisse de la semaine de travail, ou par d'autres qui détruisent la vie civile comme la contribution forcée aux oeuvres de charité de sa femme Evita. Enfin, il attise le nationalisme en prêchant l'antiaméricanisme et en nationalisant les infrastructures pour en faire des secteurs économiques protégés.



Mario Bunje

Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©

Britanniques et Américains sont ahuris par l'ampleur du prix payé pour des chemins de fer et des circuits téléphoniques vétustes.

La neutralité de l'Argentine durant la guerre toutefois l'écartera des grands travaux de reconstruction de l'Europe. Peron perdra peu à peu l'appui de l'armée en monopolisant le pouvoir, et du clergé en légalisant le divorce. Il sera déposé à son tour en 1955 et trouvera refuge dans l'Espagne franquiste. Il laisse le pays appauvri, mais non endetté.

Le déclin et la dette

La fin de Peron marque le début du déclin de l'Argentine comme puissance économique. Aux élections de 1957 où son parti est interdit, les radicaux de gauche d'Arturo Frondizi forment le gouvernement, dont le haut fait sera de s'opposer aux États-Unis durant la révolution cubaine. Réélue en 1962, cette équipe sera victime à son tour d'un coup d'État en 1966, suivi d'un autre en 1971. Les intellectuels sont pris en chasse et battus par les militaires. « L'Église organise des autodafés dans les universités, ils ont brûlé mes livres », note sur un ton résigné M. Bunje.

La victoire électorale des péronistes en 1973 pousse l'armée à se réinstaller plus brutalement encore au pouvoir en 1976. Sous la botte du général Videla, l'Argentine vivra ses années les plus dures, marquées par la torture, la disparition de 30 000 opposants et l'humiliante défaite contre les Britanniques dans la guerre des Malouines.

À l'arrivée de la junte, la dette du pays atteint 8 milliards de dollars américains. Sept ans plus tard, elle s'élève à 44 milliards, soit un bond de 550 %. La classe moyenne a fondu, les intellectuels qui n'ont pas disparu ont fui le pays en grand nombre et la pauvreté s'est étendue.

Durant la même période, la dette

canadienne s'alourdit aussi, passant de 67,3 à 166,2 milliards de dollars canadiens, une hausse de 247 %, vite devenue inquiétante. En revanche, les années Trudeau sont politiquement bien plus douces...

Le gouvernement civil de Raul Alfonsín qui succède à la junte tente l'impossible : rembourser les créanciers, réconcilier le pays et amadouer les militaires. Il réussira à ramener la dette à 10 milliards mais surtout à engendrer une hyper-inflation qui atteindra 4900 % en 1988.

Le péroniste Carlos Menem le défait aux élections en 1989 en promettant la lune, sans toutefois élaborer de programme.

Pour vaincre l'inflation, il instaure la parité du peso et du dollar américain. Résultat : l'inflation fond, les Argentins ont l'impression de redevenir riches ; ils important, mais en revanche ne peuvent vendre leurs biens, devenus trop chers. L'industrie nationale périclète, le chômage grimpe.

Pour attirer les capitaux, Menem brade les biens de l'État, non sans s'enrichir lui-même et son entourage dans le processus. La corruption fait désormais partie des rouages de l'État.

La dette atteint les 130 milliards américains quand il perd le pouvoir. L'évasion fiscale et la fuite des capitaux près de 110 milliards.

La suite fait la une des journaux depuis novembre...

Désormais... M^{me} Ducatenzeiler, MM. Aviles et Bunje ne se bercent pas d'illusion sur le sort des Argentins à court terme. « La seule façon de s'en sortir, c'est à la fois une aide extérieure massive et un gouvernement honnête et efficace, avance M^{me} Ducatenzeiler. Je suis très pessimiste. »

MM. Aavales et Bunjes s'en remettent aux nouvelles organisations populaires naissantes, issues ni des pouvoirs exécutif, législatif ou judiciaire. Elles incarnent peut-être un renouveau souhaitable.

CETTE SEMAINE |

Le sur-place d'Allan

MARDI, les feux de la rampe seront à nouveau braqués sur le photogénique Allan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine.

Sauf surprise, la réunion du Federal Open Market Committee ne débouchera pas sur un changement quelconque du loyer de l'argent. Selon le consensus des économistes, le taux des Fed Funds devraient demeurer à leur très faible niveau de 1,75 %.

Bien que beaucoup de statistiques témoignent de la vigueur retrouvée de l'économie américaine durant l'hiver, M. Greenspan re-

fuse de s'emballer et continue de prêcher la prudence.

Jeudi, il doit prononcer un important discours au cours duquel il pourrait expliquer sa perplexité. Quels que soient ses propos, ils donnent généralement lieu à de savantes élucubrations par ses thuriféraires des institutions financières.

Craignant une reprise trop forte, le gouverneur de la Banque du Canada David Dodge n'avait pas hésité en avril à majorer les taux courts canadiens pour les porter à 2,25 %. L'écart grandissant entre les taux

américains et canadiens aura permis de tonifier le huard.

Toutefois, M. Dodge constatera vendredi que la robustesse de l'économie canadienne n'est pas forcément synonyme de créations d'emplois. Le taux de chômage canadien, qui s'établissait à 7,7 % en mars, devrait au moins rester inchangé tandis que le nombre d'emplois créés, exceptionnellement élevé à 88 000 en mars, devrait revenir à des niveaux moins himalayens.

En revanche, la vigueur de la construction résidentielle s'est sans doute maintenue en

avril. On s'attend à ce que Statistique Canada fasse état de 182 000 mises en chantier.

Sur le front des assemblées d'actionnaires, les yeux seront braqués sur BCE Emergis et Microcell, deux fleurons des technologies de l'information qui piquent avec tout le secteur. L'action de BCE Emergis valait 47 \$ en janvier : vendredi elle s'échangeait aux environs des dix dollars. Celle de Microcell valait 15,50 \$ il y a un an : vendredi, on la « petite-monneyait » pour un peu plus de 50 cents.

Les actionnaires donneront-ils le change aux dirigeants ?

Rudy Le Cours

AFFAIRES

VOS FINANCES PERSONNELLES



Besoin de vacances, mais à quel prix?

Trois formules familles pour des budgets variant entre 1600 \$ et 8000 \$

Après une période de cocooning provoquée par les événements du 11 septembre, les Québécois rêvent plus que jamais de partir en vacances, disent les spécialistes de l'industrie des voyages. Mais où aller, et à quel prix ?

Nos trois scénarios proposent des vacances pour la famille (deux adultes et deux enfants), ici ou ailleurs : au Québec, dans le Sud (États-Unis et Cuba) et en Europe. Des vacances à petits prix dans certains cas ou pour les bourses mieux garnies ; le coût varie entre 1600 \$ et 8000 \$.

Se la couler douce au Québec



MADELEINE GUAY

Les destinations plein air ont la cote au Québec. Chaque année, la demande se fait plus pressante pour accéder à un petit coin de nature. Par exemple, la Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ) a compté 150 000 appels le lundi 22 avril, première journée pour réserver un des 500 emplacements de camping au mont Orford.

« Du jamais vu, on a presque fait sauter la centrale ! » s'exclame Daniel Leboeuf, directeur des communications de la Société. La situation est semblable ailleurs, par exemple dans les parcs nationaux d'Oka ou du mont Tremblant.

Au total, 7000 emplacements de camping et 600 chalets au bord de l'eau sont offerts en location par la SEPAQ dans les réserves fauniques, les parc nationaux et les centres touristiques, sans compter les espaces offerts par les établissements privés.

Le réseau nature ne cesse de s'étendre. Depuis 1999, la SEPAQ travaille à augmenter et à améliorer l'offre avec un programme d'investisse-

ments de 72 millions de dollars qu'elle planifie compléter l'an prochain. Au nombre des dernières réalisations, la modernisation au coût de 6,4 millions du centre écotouristique de Duchesnay, près de Québec, où se trouve le fameux hôtel de glace. Construit aux abords du lac Saint-Joseph, le centre offre des séjours en auberge ou en chalet (pour des groupes de quatre, six, huit ou 10 personnes). Par exemple, pour une famille de quatre personnes, la location d'un chalet coûte 1075 \$ pour sept nuits. En ajoutant les dépenses d'épicerie et restauration (estimées à 350 \$ pour une semaine), le transport en voiture (100 \$ pour une distance de 500 km) et le coût des activités sur place (90 \$ pour trois activités à 30 \$ chacune avec guide), le prix du voyage s'élève à 1615 \$.

Les chalets de la SEPAQ situés au bord des lacs dans les réserves fauniques et les parcs nationaux, différents de ceux des centres touristiques, se louent à meilleur prix : 340 \$ par semaine. Ils sont toutefois moins luxueux, plus loin en forêt, et disponibles pour un séjour de quatre jours (du lundi au vendredi).

D'autres formules sont offertes par le réseau des établissements privés. Le centre Pohénégamook Santé plein air, dans la région du Bas-du-Fleuve, demande 1190 \$ pour recevoir une famille de quatre personnes pendant une semaine. Le prix est supérieur à celui du réseau public, mais la famille n'aura plus un cent à déboursier, sauf pour les repas.

Le forfait inclut le prix de la location d'un chalet et les coûts pour les nombreuses activités comme le kayak, la planche à voile, les randonnées pédestres, etc. Il faut prévoir les déboursés pour l'épicerie, si la famille prépare les repas au chalet, ou environ 600 \$ pour les trois repas de la journée pris à la salle à manger. Le centre de Pohénégamook propose également des soins santé. On peut facilement se laisser tenter par un service, offert à la carte, ou en forfait : trois pour 110 \$ (un massage de 45 minutes, un bain relaxant, un soin corporel).

La SEPAQ offre également la possibilité de sortir des sentiers battus. Une formule familiale élaborée depuis l'an dernier permet une visite de l'île d'Anticosti pour 299 \$ par personne. Il comprend l'hébergement, les repas et les visites pendant deux jours dans l'île. Le départ a lieu à partir du quai, à Havre-Saint-Pierre.

Sinon, de plus longs séjours sont offerts à des prix plus élevés. Par exemple, le forfait d'une semaine en chalet coûte 619 \$ par personne, pour un groupe de quatre personnes au moins. Le forfait inclut le prix du billet d'avion à partir de Mont-Joli (un supplément de 125 \$ est exigé pour un départ en avion de Québec), et la location d'un véhicule tout terrain sur place. Reste à payer les dépenses d'épicerie sur place (estimées à 350 \$). Le voyage coûtera 3326 \$ au total.

Soleil et mer

Une option vacances alléchante est évidemment de partir vers le Sud, pour profiter du soleil et de la mer. Si la côte Est des États-Unis a longtemps été une destination favorite des Québécois, les vacanciers s'y font plus rares maintenant. « La valeur du dollar est trop faible par rapport au dollar américain, alors les Québécois choisissent souvent de nouvelles destinations vacances », commente Lyne Larocque, directrice de l'agence CAA Québec au bureau de Montréal. Des irrédutibles vont néanmoins irrare année aux États-Unis. Les vacanciers roulent en voiture vers la Virginie par exemple, une destination très populaire, ou vers le Maine, à Old Orchard et les environs. Mais le rituel coûte assez cher, presque aussi cher, en fait, que de quitter le continent vers des lieux exotiques comme Cuba ou la République dominicaine, selon les experts en voyage. Il en coûte plus de 3000 \$ pour séjourner sur la côte Est américaine, en choisissant un hôtel modeste (Comfort Inn, par exemple, à 130 \$ US par nuit en haute saison), des restaurants simples (budget de 120 \$ US par jour pour quatre personnes) et en se permettant peu de dépenses superflues (180 \$ US pour les activités). Il va sans dire qu'il est très facile de défoncer ce budget minimal. Or, selon l'Association canadienne des automobilistes, un forfait voyage « tout compris » pour une semaine à Cayo Coco, une destination vedette de Cuba, coûte 1200 \$ de plus (4202 \$ au total) cet été, pour une famille de quatre personnes. Le forfait comprend l'hébergement trois étoiles, le billet d'avion, les repas, les activités et les boissons, y compris les bières et spiritueux. Ces prix sont exceptionnels. Mais, selon le CAA, les voyages dans le Sud coûtent encore moins cher à l'automne. Pourquoi ? Moins de gens veulent partir en raison des risques d'ouragan. L'été, le seul risque est de se faire mouiller par les orages en fin d'après-midi. Mais règle générale, la saison des pluies dérange peu et la température reste chaude...

Dépaysement garanti en Europe

Aborder les États-Unis, beaucoup de vacanciers se tournent vers l'Europe. La France, le Portugal et l'Espagne sont parmi les premiers choix des voyageurs. Beaucoup choisissent également de louer une maison, notamment en France ou en Italie. « Nous recevons de plus en plus de demandes de location de villas provenant de couples, de retraités et aussi de familles », mentionne Lyne Larocque, directrice de l'agence CAA Québec au bureau de Montréal.

L'idée est de s'installer dans ses quartiers généraux, idéalement dans une superbe maison en Provence ou en Toscane, et de se la couler douce en faisant la cuisine du marché et en visitant les

environs, naturellement superbes et dépaynants.

Par exemple, en louant une maison à San Clemente, un petit village sur le bord du fleuve Arno, en Toscane, les vacanciers peuvent partir chaque matin sillonner le pays et découvrir les trésors de Florence, à 30 km de là, ou de Venise (250 km), Rome (300 km) ou Cinque Terre (180 km), un regroupement de cinq villages perchés au haut de la falaise, au bord de la Méditerranée, et reliés entre eux par des sentiers pédestres.

Un tel voyage peut coûter plus de 8000 \$ pour une famille de quatre personnes, dont 3600 \$ pour l'achat des billets d'avion seulement (900 \$). Le prix moyen de location d'une villa,

en Italie, est de 2500 \$ pour deux semaines. En France, il peut en coûter la moitié, soit 1200 \$.

Par ailleurs, la location d'une voiture, une Peugeot par exemple, pour 17 jours avec kilométrage illimité et l'assurance, coûtera 677 \$. Attention : il faut prévoir des coûts d'essence trois fois plus élevés qu'ici.

Le prix de la nourriture est abordable (estimé à 400 \$ pour deux semaines). Et il faut prévoir un budget pour les autres dépenses, comme les visites. Par exemple, une entrée à la Galleria degli Uffizi (Galerie des offices), dit le premier musée du monde, fondé par François 1^{er} de Médicis en 1580 à Florence, coûte 15 \$ par personne.

AU QUÉBEC			AU SOLEIL		EN EUROPE
Budget pour une famille de quatre personnes, séjour d'une semaine			Budget pour une famille de quatre personnes, séjour d'une semaine		Budget pour une famille de quatre personnes, séjour de deux semaines
Station écotouristique Duchesnay, Sépaq	Pohénégamook Santé plein air	Île d'Anticosti, Sépaq, départ en avion de Mont-Joli	Bar Harbour, États-Unis, en voiture (\$ CAN)	Cayo Coco, Cuba	
Transport 100	Transport 125	Avion Qué.-Mont-Joli 500	Essence 100,00	Forfait tout compris 4202	Billet d'avion Montréal-Nice 3600
Hébergement 1075	Hébergement 1190	Hébergement 2476	Hôtel 1410,50	(2 adultes, 2 enfants)	Location d'une maison en Italie 2500
Nourriture 350	Nourriture 350	Nourriture 350	Restaurant 1302,00		Location d'auto 677
Activités 90	Soins santé 220		Activités 279,00		Essence pour déplacement en voiture 350
Total 1615 \$	Total 1885 \$	Total 3326 \$	Total 3091,50 \$	Total 4202 \$	Nourriture 800
					Visites 270
					Total 8197 \$



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

LA PRESSE D'AILLEURS

The Economist

The New York Times

BusinessWeek

The Sunday Telegraph

Los Angeles Times

The Sunday Telegraph

Jean-Marie Le Pen sert-il la droite?

Une grande presse anglo-saxonne des affaires aime le croire... mais n'est pas toujours convaincue

C'était à prévoir : la grande presse anglo-saxonne a d'abord fait état de son indignation devant la « montée » de l'extrême droite française, lors du premier tour de la présidentielle il y a deux semaines.

Le réflexe allait de soi, en bonne société, correcte dans ses appréciations. Mais assez vite, une presse des affaires, en particulier, en est venue à escompter les petits bénéfices que le système pouvait tirer du phénomène Le Pen.

Le résultat du calcul ne pouvait être qu'élémentaire : éviction de la gauche et consolidation de la droite en France dans un premier temps ; accélération subséquente d'un virement à droite qui se profilait déjà un peu partout en Europe. À la clé : promesse d'effritement d'un modèle européen à qui on reproche une place trop forte faite à l'État dans l'économie, comme dans les affaires de vie en société en général. C'est beau. Mais quand même, finalement, cette presse s'interroge...

Une affaire de « honte » ?

C'est « la honte de la France », titrait, avec une facilité certaine, le dernier *Economist* en page couverture. C'était plus un titre émanant d'un service du marketing que d'une salle de rédaction. C'est que *The Economist*, comme pas un, connaît bien son monde anglo-saxon, et la francophobie larvée qui l'habite : des élites qui, de Washington à Canberra, de Londres à Ottawa, vomissent les résistances françaises à certaines visées « occidentales », tout en sachant apprécier le cas échéant ce que ce pays leur a suggéré comme savoir-faire — et savoir-vivre —, du bordeaux à Ariane, du camembert au TGV. Entre autres.

La France : ce pays qui « crée de la frustration chez les Américains en tant que pays d'Europe le moins disposé à apprécier et à suivre les instructions que leur donnent les Américains », écrit, sans rire, Philip H. Gordon, sommité du Brookings Institution, dans le *New York Times*.

« La honte » : titre accrocheur de l'*Economist*, mais ses analystes, eux, ne s'arrêtent pas à ça. Car il y a victoire et victoire. Et celle de M. Le Pen n'impressionne pas : les 17 % du vote obtenus par le candidat du Front national au premier tour doivent être comparés aux 15 % qu'il a recueillis en 1995 et aux 14 % en 1988. Et encore : son score cette fois-ci, dans un scrutin boudé par les Français en général, relève plutôt de l'obstination de sa base militante que de l'acquisition de nouveaux votes, retient l'hebdo britannique.

BusinessWeek non plus n'inter-



Photomontage PIERRE LALUMIÈRE, La Presse

M. Le Pen, crooner de l'extrême droite, dans « l'appel au peuple ». Réponse française dans quelques heures.

prête pas le résultat de ce scrutin autrement que comme une soupape qui évacue un peu de vapeur. L'hebdo américain évoque à cet égard les 14 % obtenus par le gouverneur ségrégationniste George C. Wallace à la présidentielle américaine de 1968.

D'autres signalent qu'un système politique différent aux États-Unis ou ailleurs permettrait probablement d'en arriver à chiffrer candide-ment, là aussi, le vrai nombre d'électeurs d'extrême droite. Autrement dit : combien de « fascistes » et apparentés ont — faute de « mieux » — voté Bush fils en 2000, Bush père en 1992 et Ronald Reagan auparavant ?

Plusieurs observateurs constatent d'ailleurs que ces trois présidents ont toujours toléré (sinon entretenu), dans leur entourage, des éléments de la droite radicale américaine, l'actuel président des États-Unis n'échappant pas à cette pratique, alors qu'en France par contre, les récents occupants de l'Élysée ont assez su écarter l'extrême droite du giron présidentiel.

The Economist note à cet égard que M. Le Pen n'exercera pas plus de poids sur le président Jacques Chirac, virtuellement victorieux après le second tour aujourd'hui, qu'il n'en a eu auprès des présidences antérieures.

Mais là où les choses pourraient se gêner, ce serait qu'un bon score pour le Front national, au premier tour des législatives de juin, contrainne les troupes de M. Chirac à négocier des arrangements avec

quelques éléments du FN, craint William Pfaff, chroniqueur au *Los Angeles Times*. *The Economist* ne partage pas ce pessimisme, et n'écarte pas la possibilité que les événements actuels en viennent à façonner, sous la houlette de M. Chirac, une majorité spontanée de centre droit, aux législatives de juin.

Et vogue la droite !

Cet espoir secret devient guillemet sous la plume d'un Michael Ledeen, sommité de l'*American Enterprise Institute*. Dans le *Wall Street Journal*, il se réjouit de ce que M. Le Pen ait contribué à deux « triomphes » : l'élimination de Lionel Jospin comme candidat du Parti socialiste à la présidence et l'anéantissement de tout projet d'une alliance franco-allemande de centre gauche imposant son influence depuis le cœur de la « nouvelle Europe ».

Grâce au succès de Jean-Marie Le Pen, l'auteur voit maintenant l'Europe dominée par un bloc de centre-droit animé plutôt par des gens comme le premier ministre britannique Tony Blair (NDLR : pas mal pour un chef « travailliste », non ?), l'Espagnol Jose Maria Aznar et l'Italien Silvio Berlusconi. M. Ledeen salue du même souffle la montée de la droite un peu partout en Europe, perceptible notamment au Danemark, aux Pays-Bas et en Allemagne.

Il refuse obstinément de voir un fasciste en M. Le Pen, préférant l'identifier à un curieux personnage qui, à 73 ans, cultive, pour la

France de l'avenir, une image idéalisée de son passé.

Mais Jean-Marie Le Pen n'a-t-il pas fait preuve de xénophobie en s'en prenant aux immigrants ? « M. Le Pen insiste sur le fait qu'il est l'ami des immigrants arabes légalement reçus », répond M. Ledeen.

Le chef du FN n'a-t-il pas jugé les chambres à gaz comme un « détail » de la Seconde Guerre mondiale ? « Il en a surpris plusieurs récemment en appuyant le droit à l'autodéfense d'Israël contre le terrorisme palestinien », explique l'auteur.

Le Pen charmeur... et enquiqueur

Sans partager cet enthousiasme, plusieurs observateurs de la grande presse anglo-saxonne des affaires finalement ne sont pas mécontents de la tournure des événements.

C'est que cette presse ressasse depuis des décennies l'idée selon laquelle l'Europe, pour s'ajuster à « la prospérité », doit se défaire de vieux démons d'inspiration socialiste — retraites et dépenses sociales exorbitantes, mainmise de l'État sur trop d'appareils de production ou de service et réglementation trop sévère du monde du travail. Cette Union européenne doit plutôt emprunter les avenues libérales de croissance, déjà toutes indiquées d'ailleurs dans le modèle américain.

Son de cloche différent pourtant dans *BusinessWeek*. L'hebdo américain refuse de prendre pour acquis qu'une montée de l'extrême droite apporte de l'eau au moulin des te-

nants d'une vaste libéralisation des affaires en Europe, du genre de celle que la majorité des « conservateurs » aiment bien.

Il faut prendre en compte, dit un analyste londonien cité par l'hebdo, qu'une « droite populiste est contre les réformes économiques par définition. Ces gens-là s'opposent à la mondialisation, à l'Union européenne et aux influences *liberal* ». Ce qui veut dire qu'un pouvoir de centre droit, rêve des grands milieux des affaires, est susceptible de rencontrer autant de résistances à l'extrême droite qu'à gauche, dans ses projets de réforme, et de déclarer forfait en bout de ligne. Car l'extrême-droite, comme la gauche, croit en l'État, chacun à sa façon.

Le journal a peur qu'une sorte de consensus qui commençait à prendre forme en Europe depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, tant dans les classes politiques de centre gauche que de centre droit, autour du principe d'une diminution du rôle de l'État, se trouve paralysé avec les événements actuels.

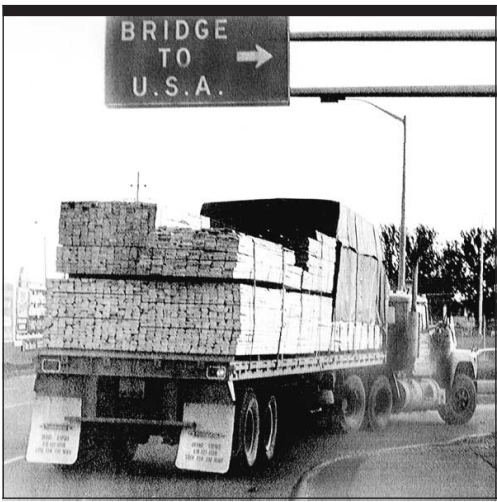
Le drame, dit *BusinessWeek*, c'est que les classes politiques européennes n'arrivent pas à trouver le langage capable de convaincre l'électeur qu'une baisse du rôle de l'État est garant d'une prospérité accrue.

La réplique de la gauche européenne est déjà connue : la « prospérité » de qui, au fait ?

Mais cette gauche, pour l'instant, vit de sérieux problèmes. Le centre gauche était au pouvoir dans 13 des 15 pays de l'Union européenne il y a quatre ans à peine, rappelle John Simpson, patron des affaires mondiales à la BBC et qui tient chronique hebdomadaire dans le *Sunday Telegraph*, de Londres. Mais le pendule a changé de direction, et à un rythme vengeur. La droite reprend du galon un peu partout en Europe.

Et l'extrême droite montre le bout du nez ; mais ce qui rassure dans son cas — pour l'instant du moins — c'est que ce sont des opérations verticales, parallèles, dans plusieurs pays. Des foyers d'incendie plutôt isolés, sans liens européens significatifs. Le seul lien qui les unisse est circonstanciel dans l'Europe qui se fait : une opposition primaire à : fleur de peau, pourrait-on dire — à l'immigration.

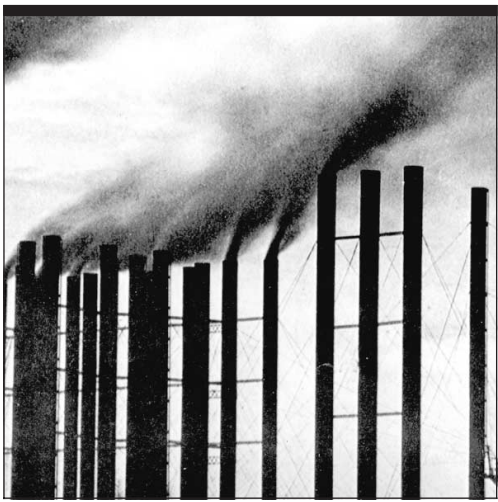
Et John Simpson de poser une question simple et fondamentale (qui interroge d'ailleurs d'autres sociétés nanties) : qui prendra soin des vieux, fera marcher les usines et les écoles dans cette Europe démographiquement vieillissante, si on refuse les immigrants ?



Los Angeles Times

Roueries

WASHINGTON se fait volontiers l'apôtre universel de la libéralisation du commerce, et semonce volontiers le cas échéant adversaires ou même partenaires qui osent lui tenir tête à ce niveau, l'Europe se présentant d'ailleurs régulièrement comme cible privilégiée. Mais ça, c'est le langage de la tribune planétaire. À la pièce, les États-Unis pratiquent un incroyable protectionnisme, au point que même Ottawa s'en plaignait encore il y a deux jours — en matière de subventions à l'agriculture cette fois, après les coups d'épingle au chapitre du bois d'œuvre. Dans l'intervalle, une Europe qui a fait les frais, elle, d'une modernisation de son industrie de l'acier, doit souffrir les pénalités douanières que commandent les vieilles aciéries américaines. Les États-Unis, dit le *Los Angeles Times*, citant des analystes, est devenu leader protectionniste des grandes sociétés industrielles, leur initiative étant portuse d'un effet domino qui risque d'affecter, plus que tout autre, les pays en développement. Déjà, du Brésil à l'Inde, les gouvernements subissent une pression protectionniste de leurs industriels. Tout le monde a compris : l'an dernier, 348 enquêtes anti-dumping ont été entamées. Un record du commerce international. Les Américains et l'Inde sont champions dans le domaine.



Chicago Tribune

Agaceries

LES ÉTATS-UNIS produisent à eux seuls le quart des émissions de gaz à effets de serre, mais ça semble être la dernière des préoccupations du président, George W. Bush, escomptant peut-être que quelques vents d'Ouest transporteront tout ça ailleurs. Entre-temps, on apprend à des Chinois, plutôt végétariens de tradition, à manger de la viande, et on les convainc rapidement de se convertir à l'automobile. Ce qui entraîne une production rapidement croissante de matières polluantes. Sans compter un assèchement des sols asiatiques, résultant de techniques agricoles inventées ailleurs, qui multiplie la formation de nuages de poussières de sable. Or voilà que les « vents d'Ouest » n'étant pas exclusifs à l'Amérique, ceux qui balaient l'Asie commencent à acheminer vers l'Amérique tous ces dégoûtants produits polluants. Le *Chicago Tribune* fait état de ces mauvaises nouvelles venues d'Asie. En 1998, la côte ouest de notre continent, l'Oregon, l'État de Washington et la Colombie-Britannique ont connu une attaque polluante vigoureuse, dont 75 % venait d'Asie. Drôle comment tout ça voyage, non ? Mais sachons tout de même que plus de saletés seulement américaines circulent dans l'espace que tout ce qui peut venir de la populeuse Asie. Qui s'éveille à l'automobile...



The Sunday Telegraph

Griseries

ENTRE-TEMPS, la Chine vit la griserie de son initiation à la conduite automobile (bousculant les cyclistes d'ailleurs au passage). Le nombre de véhicules en circulation dans ce pays de 1,2 milliard augmente au rythme de 25 % par année (816 000 en 1990, plus de sept millions maintenant) et cette révolution ne se fait pas sans problèmes. C'est que — petit A, comme dirait le prof — l'apprentissage de la fonction de conducteur automobile en est un peu encore à l'âge de pierre, note un reporter du *Sunday Telegraph*, de Londres. Il raconte l'aventure de Mme Song Mei, banquière à Pékin, qui, après avoir acheté sa première voiture, se voyait contrainte de se procurer un permis de conduire. Son frère la met en contact avec un prof d'une école de conduite. Le prof lui demande de l'argent et les renseignements d'usage : âge, adresse, etc. Une heure après, un coup de fil lui apprenait qu'elle venait d'obtenir son permis de conduire, sans même s'être assise à côté du prof dans une voiture. Des chercheurs chinois estiment que 20 % des accidents routiers l'an dernier en Chine impliquaient des conducteurs qui avaient « acheté » leur permis de conduire. Il se trouve même un journal chinois, le *Yangcheng Evening News*, pour se plaindre que des profs eux-mêmes ne savent pas conduire.



Los Angeles Times

Sucreries

D'AMÉRIQUE DU NORD en Afrique, on s'arrache les cheveux devant la montée de l'obésité chez les indigènes, le phénomène frappant désormais aussi les enfants, ceux de nos voisins du Sud comme nos enfants. Meurt de rire entre-temps l'industrie agro-alimentaire qui, elle, n'en finit plus, pour titiller le client, d'ajouter du sucre aux innombrables produits qu'elle nous offre, signale une enquête du *Los Angeles Times*. Faut prévenir les coups : même des frites congelées s'offrent maintenant au client avec combinaison d'une mixture faite de chocolat et de cannelle. On n'arrête pas le progrès du palais. Le drame, c'est que la nomenclature de santé américaine officielle établit comme « saine » une nourriture à faible teneur en matières grasses ou calories, mais néglige le contenu en sucre. Ce qui déjà, bien sûr, n'aide en rien les diabétiques, dont le nombre, dit-on, serait en croissance phénoménale sur notre continent. Le consommateur actuel aux États-Unis avale déjà 152 livres de sucre par année, soit 20 livres de plus qu'il y a 20 ans, selon le ministère de l'Agriculture. C'est que les petits génies de l'agro-alimentaire ont répondu à leur manière à la campagne des dernières années contre les « matières grasses », qu'elles ont tout simplement remplacées par du sucre. Des groupes de consommateurs se plaignent : Washington étudie la question... depuis maintenant trois ans.

Forum



Les préoccupations écologiques des dernières décennies ont révolutionné notre regard sur les déchets, nous dit l'auteur.

La fin des « guenilloux »

À Montréal, se faire prendre la main dans le « sac à ordures » équivaut à une amende de 135\$

BRUNO BAILLARGEON

L'auteur de ce texte est cinéaste. Il a dernièrement réalisé « Les Chercheurs d'or », un documentaire qui dresse un portrait de l'univers des petits recycleurs et qui prendra l'affiche au cinéma Ex Centris du 17 au 28 mai.

DE TOUT TEMPS les ordures des riches ont été le patrimoine des pauvres : une ressource gratuite, facilement disponible et à laquelle s'est nourrie une tradition de débrouillardise, de patients bricolages, de bouts de chandelles et de courtpointes. Une culture de petites économies domestiques qui, au total, constituent une forme d'économie parallèle fonctionnant sur le mode spontané de l'échange, de l'entraide et du petit commerce.

Une économie parfois illégale et en marge de l'économie de marché, mais qui joue un rôle social important puisqu'elle fait vivre bon nombre de personnes (guenilloux, scrapers, brocanteurs, sans-abri et autres prospecteurs d'ordures) et que plusieurs organismes de solidarité y trouvent les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Les préoccupations écologiques des dernières décennies ont révolutionné notre regard sur les déchets. Nous les voyons moins comme cette ressource d'utilité sociale qu'ils sont depuis toujours que comme un problème environnemental majeur pour lequel l'économie parallèle ne représente qu'un fragment de solution. Celle-ci ne suffit pas, loin de là, à absorber la quantité croissante d'ordures que nous produisons, ce qui par ailleurs n'a jamais été sa raison d'être.

De là est venue la nécessité de structurer le recyclage sur une grande échelle et selon des objectifs environnementaux. Plusieurs gestes politiques ont été posés dans ce sens, depuis la collecte à domicile jusqu'à la récente loi 90 qui définit des objectifs de recyclage beaucoup plus ambitieux que ceux actuellement en vigueur et qui obligera bientôt les municipalités et les entreprises à en assumer la responsabilité.

Si on ne peut que louer les vertus environnementales de ces politiques, leur impact sur le monde traditionnel du recyclage est considérable. Elles ont donné naissance à une industrie puissante qui non seulement perturbe en profondeur l'économie parallèle des déchets, mais risque aussi de la faire disparaître, et avec elle tous ceux qui, personnes ou organismes, y ont trouvé un mode de survie.

Le libéralisme écologique

Les politiques encourageant le recyclage visent généralement à faire en sorte que les producteurs de déchets, notamment les entreprises privées, trouvent plus de profit à réinvestir leurs déchets dans l'économie de marché officielle que de les envoyer à l'enfouissement ou de les abandonner à une économie parallèle souvent peu écologique. Certaines de ces politiques, dites de « revalorisation des déchets », se sont avérées concluantes.

Dans le cas du papier, la hausse des coûts d'enfouissement, l'arrivée de nouvelles technologies de désencrage et de nouvelles recettes de pâte, mais surtout l'imposition de lois obligeant à intégrer un pourcentage minimum de fibre recyclée dans le papier, ont favorisé le recyclage du papier à grande échelle et l'émergence d'un marché.

S'ajoute à cela un effet d'entraînement : plus on recycle, plus les matières recyclées deviennent disponibles, non seulement en quantité, mais aussi de manière constante. Une entreprise peut donc compter sur un approvisionnement régulier et intégrer sans risque d'en manquer une matière recyclée à sa production, matière qui prendra encore de la valeur du fait qu'elle devient une composante essentielle du produit.

Pour reprendre l'exemple du papier : ce qui était autrefois un rebut gratuit et disponible à qui voulait bien se donner la peine de le ramasser est devenu une chose convoi-

tée, non plus par des petits épargnants débrouillards qui isolaient un coin de maison ou s'y taillaient un patron pour la couture, mais par des entreprises papetières multinationales. Le papier usagé y a gagné une valeur marchande inimaginable il y a trente ans : selon la qualité et les fluctuations en bourse, il peut désormais facilement se vendre plus de 1000 \$ la tonne.

Le même phénomène vaut, à différents degrés, pour les métaux, les plastiques, les meubles, les jouets, les ordinateurs, les vêtements, etc. Il existe désormais une véritable industrie des déchets née de nos préoccupations écologiques. Aujourd'hui, les entreprises de recyclage et de traitements des rebuts se multiplient, se concurrencent, s'achètent, fusionnent, s'affichent en bourse, se mondialisent et font tout le lobby nécessaire pour se voir attribuer les contrats industriels et municipaux qui leur garantiront un arrivage régulier de matières recyclables, voire l'exclusivité. De sorte que ces déchets qui étaient autrefois un patrimoine de pauvres (et un problème environnemental collectif) sont en passe de devenir, comme l'eau ou les forêts, la propriété d'un nombre de plus en plus réduit d'entreprises qui cherchent naturellement à accroître leurs profits et leur part du marché.

Le monopole du sac vert

Dans ce tableau où le capitalisme accouche d'une solution toute capitaliste au problème écologique qu'il a contribué à créer, qu'advient-il de ces réseaux d'économie parallèle, des artisans-recycleurs et des organismes d'entraide dont le fonctionnement est depuis toujours basé sur la récupération et le recyclage ?

Parions pour le prévisible. Parions que l'industrie, lorsqu'elle ne cherchera pas délibérément à écarter ces petits pions de l'échiquier, les écrasera sans même s'en rendre compte. Parions aussi que les entreprises de récupération qui sous-traitent la collecte des déchets auprès des municipalités et dont les profits proviennent du contenu des bacs et des poubelles, voudront s'assurer que personne n'y mettra la main avant elles.

Certaines municipalités ont d'ailleurs déjà adopté des lois et des règlements à cet effet, lesquels, même s'ils ne sont pas encore appliqués avec rigueur, stipulent que le contenu de votre bac à recyclage ou de votre sac à poubelle est la propriété exclusive de l'entreprise qui en fait la collecte, et ce dès l'instant où vous le mettez à la rue. À Montréal, se faire prendre la main dans le sac coûte 135 \$.

On pourrait souhaiter que les petits chercheurs d'or qui abandonneront leur gagne-pain illicite par crainte de se faire coller une amende trouveront emploi dans l'industrie du recyclage. Mais cela est douteux. Cette industrie, déjà hautement mécanisée et qui ne cesse d'améliorer son rendement, crée peu d'emploi et en créera sans doute moins qu'elle en fera perdre en s'accaparant le patrimoine des artisans. Ce qui est sûr, c'est qu'elle n'embauchera pas les retraités, les handicapés, les marginaux et autres scrapés du marché du travail qui ont dû se recycler dans le recyclage pour arrondir un chèque d'aide sociale ou une pension trop chenu. Elle les embauchera d'autant moins que beaucoup d'entre eux ont trouvé dans cette vie parallèle une contrepartie de liberté qui s'accorde mal avec le cadre rigide d'une entreprise et qu'ils seront sans doute les derniers à vouloir y postuler.

Quant aux organismes de solidarité, beaucoup sont déjà passés au mode néo-libéral et se font concurrence. C'est le cas de ceux qui recyclent les vêtements et qui doivent affronter à la fois la compétition d'entreprises privées comme Village des Valeurs et celle de leurs pairs. Les organismes les plus importants se sont dotés de centre d'appels pour solliciter les donateurs et remplacent progressivement leurs bénévoles par des employés dont les salaires sont payés à partir de subventions gouvernementales destinées à



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Dès lors que les ordures passent de l'économie parallèle à l'économie de marché, dès lors qu'elles deviennent une richesse reconnue et convoitée, se pose la question de la redistribution.

— Bruno Baillargeon

encourager la réinsertion à l'emploi. Ils se définissent eux-mêmes comme des « entreprises » (de solidarité, de réinsertion, etc.). À l'instar du privé, les plus importantes maraudent auprès des municipalités en faisant valoir leur efficacité ou la justesse de leur cause afin de se faire attribuer gratuitement une part du recyclage municipal — quitte à dénigrer un organisme concurrent. Car il faut bien assurer sa survie dans cette jungle où les petits et les moins structurés risquent de disparaître et avec eux la cause qu'ils défendent.

Redistribuer les déchets

Dès lors que les ordures passent de l'économie parallèle à l'économie de marché, dès lors qu'elles deviennent une richesse reconnue et convoitée, se pose la question de la redistribution. Une question qui se pose d'autant plus que ceux qui risquent de s'en voir dépossédés sont parmi les plus vulnérables de la société. Comment et par qui se fera le partage ? Les petits prospecteurs seront-ils écartés au profit des ressourceries ou des organisations de solidarité ? Et parmi celles-ci,

les organisations confessionnelles seront-elles pénalisées au profit des laïques, ou inversement ? Qui jugera de ce qui revient à l'un ou à l'autre ? Selon quels critères ? Quelle forme de contrôle voulons-nous avoir sur nos déchets maintenant qu'ils deviennent économiquement intéressants ?

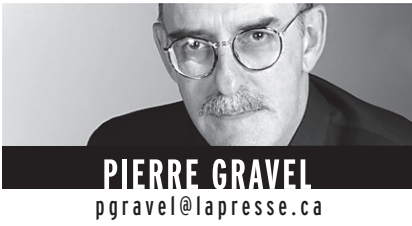
Les réponses à ces questions se trouvent au confluent d'une réflexion éthique et d'une consultation auprès des intéressés, voire d'un débat de société. Quelles qu'elles soient, leur mise en pratique devra passer par une intervention de l'État, à qui revient le devoir de gérer la distribution des richesses. On objectera une méfiance plus que légitime à l'égard de structures étatiques qui pourraient nuire à la spontanéité qui caractérise depuis toujours l'économie parallèle. Il n'en reste pas moins que ce partage doit être pensé et planifié autrement que par les entreprises privées. Les exemples du bois, de l'eau ou de la pêche sont là pour témoigner qu'on aurait tort leur en abandonner le soin. Parions que lorsqu'elles en auront fini avec la nature, elles voudront aussi les miettes et les déchets.

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Les bonnes questions...



PIERRE GRAVEL
pgravel@lapresse.ca

Au lendemain des attentats du 11 septembre dernier, bien peu de gens se seraient offusqués de mesures antiterroristes qui auraient été susceptibles de porter atteinte au principe sacré du « droit à l'anonymat » !

L'émotion et surtout la crainte s'étant émuées avec le temps, il en va tout autrement aujourd'hui. Du moins, si on en juge par l'intervention du commissaire fédéral à la protection de la vie privée qui dénonce sévèrement un volet particulier du projet de loi C-55. Plus exactement des articles qui, soutient-il, « s'inspirent carrément de certains États totalitaires » et peuvent remettre en question ce droit à l'anonymat qu'il estime très important dans la vie quotidienne des Canadiens.

Il en a plus particulièrement contre le pouvoir que réclame la police de consulter les listes de passagers à bord de vols commerciaux afin de repérer éventuellement des gens recherchés pour des crimes passibles de peines de cinq d'emprisonnement ou plus ou encore des immigrants illégaux pouvant représenter une menace à la sécurité du pays.

Il s'agit là d'une nouvelle disposition par rapport au projet précédent, la loi C-42, que le gouvernement avait retiré, il y a une dizaine de jours, pour le reformuler en tenant compte des critiques les plus insistantes. On y a plus particulièrement limité la portée des pouvoirs du ministre de la Défense qui, au départ, aurait eu le droit de suspendre les droits des citoyens n'importe où au Canada simplement en se contentant de décréter qu'il s'agissait là d'« une zone de sécurité militaire ». On parle plutôt maintenant de « zones militaires d'accès contrôlé », ce qui, affirme-t-on, restreindrait considérablement toutes les possibilités de restriction de ce type sur simple ordonnance du ministre.

Sans être complètement rassurés

sur ce plan, certains opposants à cette législation, dont précisément le commissaire à la protection de la vie privée, estiment apparemment qu'il est plus important, maintenant, de se préoccuper de ce fameux « droit à l'anonymat ». C'est du moins ce que permet de croire leur dénonciation sévère de ce pouvoir accordé à la police et aux services de renseignement de consulter des données somme toutes assez anodines sur des passagers des lignes aériennes.

Il est sûr qu'en principe, dans un univers idéal, libre de toute menace d'attentat terroriste, la police ne devrait pas être autorisée à vérifier si, par hasard, quelqu'un pouvant représenter une menace pour la société ne serait pas à bord d'un avion commercial. Sauf que, la réalité étant ce qu'elle est et le danger d'une autre opération suicide n'étant plus jamais totalement écarté, il est maintenant normal voire même nécessaire de prendre des précautions. Même au risque de porter atteinte à ce bien mythique droit à l'anonymat. Ou ce qui en reste après avoir donné nom, adresse et numéro de téléphone pour se procurer un billet d'avion...

En fait, ce sont bien plus les pouvoirs discrétionnaires abandonnés à une poignée de ministres et la faiblesse des mécanismes de contrôle quant à l'usage qu'ils en feront qui sont préoccupants. Pour quoi, par exemple, ne pas souscrire à la suggestion du Bloc d'associer le gouvernement d'une province concernée à toute décision destinée à suspendre les droits et libertés dans ces mystérieuses « zones militaires d'accès contrôlé » ? Ou refuser d'inclure une clause, dite crépusculaire, fixant une durée limitée d'application de cette loi et garantissant que la Chambre des communes serait invitée à se prononcer sur la pertinence de la maintenir plus longtemps en vigueur ?

Le contexte actuel rend assez évidente la nécessité d'une loi contre le terrorisme. Ce n'est cependant pas une raison pour renoncer à tous les droits en vigueur dans une société ouverte et démocratique. Ni pour manifester un mépris inacceptable, comme a tendance à le faire le premier ministre, envers ceux qui s'interrogent sur ses modalités. À condition, bien sûr qu'on se pose les bonnes questions...

LA BOÎTE AUX LETTRES

Les criminels de guerre sont des deux côtés

L'INFRASTRUCTURE terroriste qui endoctrine les enfants au point de les transformer en bombes humaines doit être dénoncée autant que l'occupation des territoires et les exactions de l'armée israélienne. Les criminels de guerre sont des deux côtés. Et tant pis si ça nous fait avaler notre café de travers le dimanche matin. C'est le prix à payer pour garder espoir en une solution acceptable à ce conflit.

Car il faudra bien que les parties en présence finissent par se regarder en face et se parler. Pour forcer ce dialogue, l'opinion publique doit rester vigilante et se méfier des points de vue simplistes. Le vent mauvais n'est pas toujours celui qu'on pense.

YVES HÉTU
Aylmer

Une question de gros sous

Madame Michèle Ouimet, DANS VOTRE éditorial paru le jeudi 25 avril dans *La Presse*, vous remettez en question la décision du ministère de l'Éducation d'inclure aux différents programmes sport-études « l'activité récréative » qu'est le bowling. Monsieur Hubert Houle, président de la Fédération des quilles du Québec, a par la suite (*La Presse*, 30 avril) semblé outré de lire que vous n'étiez pas d'accord avec cette initiative.

Monsieur Houle, j'aimerais vous rappeler que vous faites la même erreur que le CIO et plusieurs autres organismes visant la promotion du sport amateur, soit d'incorporer à un événement, un sport — activité à caractère sportive dans le cas du bowling — non par pertinence mais seulement parce qu'il rejoint une grande partie de la population. En conséquence, les retombées économiques seront

alors très importantes via les commanditaires et autres formes de financement. Vous ne pouvez nier que cette histoire est, entre autres, une question de gros sous.

Un sport ? Avez-vous déjà couru le marathon Monsieur Houle ? À quand remonte la dernière fois où vous avez entraîné des athlètes qui ont couru le 10 km en piste en dessous de 30 minutes ? Vous rappelez-vous de la sensation dans vos jambes, pendant un triathlon, alors que vous débarquiez de votre vélo après quarante kilomètres pour en faire 10 autres, mais à la course cette fois ? Lorsque vous avez la chance de regarder le Tour de France et Lance Armstrong, savez-vous que ce grand athlète à déjà sillonné au moins 40 000 kilomètres à vélo dans les rues du monde entier et qu'il connaît tous les « racoins » des montagnes d'Europe ? Connaissez-vous Alexandre Despatie, ce grand plongeur qui passe au moins 4 heures de ses journées à la piscine ? Avez-vous déjà pris connaissance des entraînements des plus grands nageurs et nageuses au monde ?

Comment pouvez-vous affirmer, après avoir lu ces quelques exemples, que le bowling est un sport ? Je crois que la pratique des quilles est une excellente opportunité de se retrouver entre amis pour avoir du plaisir tout en décompressant de cette vie trop souvent stressante ou pour remplir les après-midi de grand-papa qui se berce dans le salon en écoutant la télévision et qui crie « vas-y Jean-Guy ! ». Sans plus.

ÉRIC CROISIÈRE
Montréal

cyberpresse.ca D'autres lettres dans notre forum interactif :
www.cyberpresse.ca/lettres

Vous voulez nous écrire ?
forum@lapresse.ca

La Grande-Bretagne vend des sous-marins endommagés au Canada



Paul Bordeleau, collaboration spéciale

Droits réservés

DANS LA PRESSE ANGLOPHONE

Là où le bât blesse encore

Nous vous présentons chaque semaine une sélection d'éditoriaux parus dans la presse anglophone du pays.
La traduction est de La Presse.

(Globe and Mail, 1^{er} mai)

« ARRÊTÉ D'URGENCE ». Seul un bureaucrate peut aimer une expression semblable. Lorsque le gouvernement fédéral a présenté son projet de loi sur la sécurité publique en novembre dernier, les clauses autorisant des ministres à adopter des « arrêtés d'urgence » n'ont pas attiré autant l'attention que l'inquiétante disposition concernant les « zones de sécurité militaire ». Elles méritent toute notre attention maintenant.

La semaine dernière, le gouvernement a retiré sa première version de la loi antiterrorisme, certains craignant que ce projet ne mette en danger les libertés civiles. Le gouvernement dit avoir tenu compte de ces préoccupations, ajoutant que cela devrait paraître dans son projet de loi amélioré. Mais la lecture de ce projet de loi, présenté cette semaine sous le vocable de Loi sur la sécurité publique, 2002, donne à penser qu'Ottawa n'a prêté oreille aux doléances que de manière intermittente.

Notre principale crainte porte sur l'insistance continue du gouvernement à vouloir recourir à des « arrêtés d'urgence », qui confèrent de vastes pouvoirs à des ministres du cabinet sans que le Parlement ou même le cabinet au complet aient leur mot à dire.

Ainsi, on pourrait recourir à des arrêtés d'urgence « si le ministre est persuadé qu'une action immédiate s'impose pour faire face à une menace importante, di-

recte ou indirecte, à la santé ou à la sécurité. » Les ministres responsables de la santé, du transport, des pêches et océans ou de l'environnement ne seront plus liés par les lois pertinentes adoptées par le Parlement. Bien sûr, dans certains cas, les Canadiens accueilleraient volontiers des actions rapides et décisives dans des situations d'urgence qui n'avaient pas été prévues lorsque les lois ont été adoptées. Par exemple, un ministre pourrait exiger des certificats de vaccination de voyageurs transportés par une société aérienne étrangère dans le cas d'une attaque de variole. Mais où sont les freins et les contrepoids ?

Du « provisoire » qui dure longtemps

Les arrêtés devraient être déposés au Parlement après 15 jours de séance. Cependant, si le Parlement ne siège pas, cette obligation ne tiendrait pas. Mais même si le Parlement menait un débat sur ces arrêtés, il n'aurait aucun pouvoir, selon les dispositions du projet de loi, d'y opposer son veto. Et les responsables n'auraient pas à soumettre les arrêtés pour approbation par le cabinet entier avant 45 jours. Le projet de loi retiré, le C-42, mentionnait 90 jours. Pourquoi ne pas réduire cette période à une semaine, comme le recommande l'Association du Barreau canadien ? Ces arrêtés peuvent durer jusqu'à un an. Du « provisoire » qui dure longtemps.

À l'heure actuelle, des arrêtés semblables peuvent évoquer une possibilité éloignée et même abstraite. Mais comme les habitants de l'Amérique du Nord le savent maintenant, beaucoup de choses peuvent changer en un instant. Alors, c'est maintenant qu'il faut s'attaquer à ce dossier de la bonne façon.

Pas de règlement facile

(National Post, 1^{er} mai)

LE STATUT des colonies juives en Cisjordanie et à Gaza est l'une des questions les plus épineuses séparant Israël et les Palestiniens. Ces collectivités subventionnées par l'État, établies sur des territoires capturés par Israël en 1967, ont continué à s'étaler depuis les accords d'Oslo.

Toutefois, il est faux de prétendre, comme Kofi Annan l'a suggéré récemment, que l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza est « illégale ». En fait, les frontières d'Israël d'avant 1967 étaient des démarcations d'armistice héritées de la guerre que des nations arabes avaient déclarée contre l'État juif en 1948. Ce ne sont pas des frontières reconnues par la communauté internationale. Les résolutions de l'ONU adoptées après la guerre de 1967 n'exigent pas non plus qu'Israël se retire de tous les territoires contestés, mais simplement d'une portion ayant fait l'objet de négociations et dont l'évacuation est compatible avec le droit d'Israël d'exister à l'intérieur de frontières sûres.

Pourtant, dans de nombreux cas, l'inquiétude que nourrissent les Palestiniens à l'égard des colonies est légitime. Ainsi, les voies d'accès protégées unissant les colonies les unes aux autres morcellent le territoire palestinien. Et, dans certains cas, l'expansion des colonies a entraîné chez des Palestiniens la perte de leur demeure et de leurs affaires.

Mais plus important est le rôle symbolique des colonies, car elles donnent l'apparence de colonia-



Yasser Arafat



Ariel Sharon

lisme. À Gaza, environ 10 000 juifs dominent 20 % du territoire (les meilleures terres, disent les Palestiniens) et 40 % de la côte, alors qu'un million de Palestiniens doivent se débrouiller avec le reste. Les Palestiniens voient dans l'expansion des colonies une preuve de la volonté secrète des Israéliens d'annexer d'autres territoires.

Pas de doute qu'Israël sera contraint de renoncer à de nombreuses colonies s'il devait finir par conclure un accord de paix avec les Palestiniens. Dans un discours à la Knesset, il a évoqué les « compromis douloureux » que les deux parties devront faire pour réaliser la paix. C'était une expression code pour les colonies. (...)

Au bout du compte, le statut des colonies sera décidé dans un contexte de négociations où les

deux parties devront faire des concessions. La grande question est donc la suivante : quelles concessions Yasser Arafat (ou les Saoudiens, du reste) sont-ils prêts à offrir en échange de l'acceptation, par Israël, d'être étranglé géographiquement à Netanya et Tel Aviv ? Abandonner toutes les colonies, y compris celles établies pour des raisons stratégiques, équivaldrait à placer le désir de paix au-dessus des soucis de sécurité. Nous n'avons pas décelé de signe semblable montrant, chez M. Arafat, de la bonne volonté à l'égard de ses voisins juifs. Tant que lui-même et d'autres Arabes n'auront pas démontré qu'ils ont renoncé à leur objectif d'exterminer l'État juif, il n'y aura pas de paix, et les colonies vont demeurer.

À votre tour

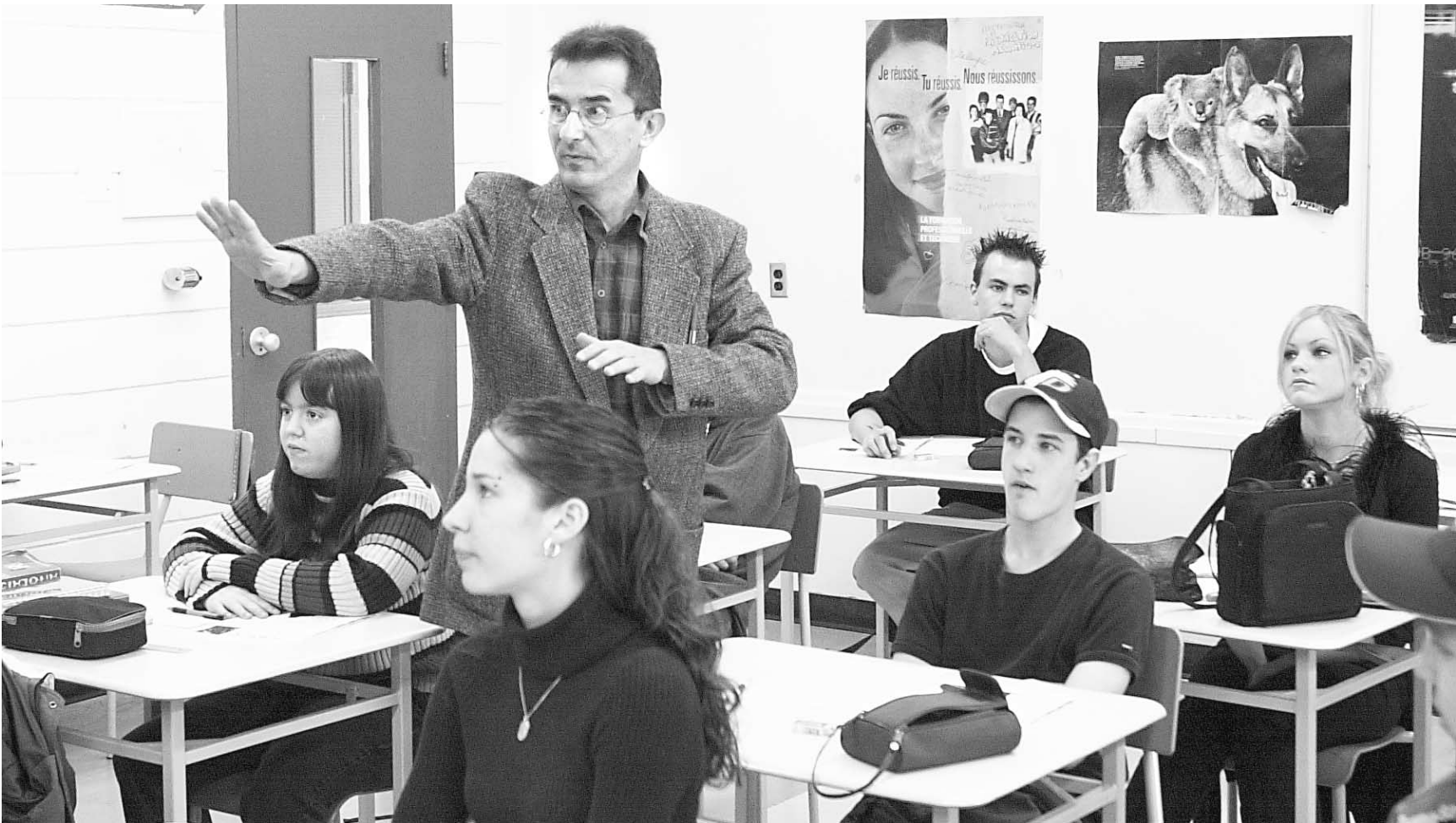


PHOTO PIERRE McCANN, La Presse

Garçons et filles ne partagent pas tous les mêmes centres d'intérêt, Daniel Épinat s'est servi de ce constat pour tenter une petite expérience avec ses étudiants, les résultats sont surprenants.

La nuit, à Port-au-Persil...

ASTRID GAGNON
L'auteure réside à Saint-Bruno-de-Montarville.

PORT-AU-PERSIL est un port d'attache pour l'âme et l'esprit. Le corps y fait ses réserves, s'y ravitaille « pour supporter le difficile », comme dirait Félix Leclerc. Le corps, par ses yeux surtout, y puise son « spirit ». Par lui, la vie prend son sens. On peut y vivre, y mourir et même y habiter une fois le corps parti.

J'ai eu le privilège d'accompagner mon père jusqu'à son dernier moment. Il est mort sereinement. C'est la dernière fois que j'ai vu son corps. Une fois parti de l'hôpital, il a été mis dans un réfrigérateur. Par respect, je suis allée porter ses plus beaux vêtements au salon mortuaire pour le faire vêtir avant la crémation. Ils l'ont incinéré et nous ont remis ses cendres dans une urne sur laquelle était inscrite Léo Gagnon 1921-1994. Voilà, c'était terminé, sans plus de rituels.

J'ai pensé que mon père, en étant réduit en poussières, avait disparu et j'ai tellement pleuré.

Je n'ai jamais plus revu son corps et j'ai longtemps refusé de me laisser aller à la douce folie, pourtant si réconfortante, de prendre contact avec son âme et son esprit. Chaque fois que j'allais à Port-au-Persil, ma gorge se nouait tellement les cris s'y étouffaient.

Mais voilà que par une nuit d'hiver, j'ai vu nos défunts danser sur les glaces de la baie de Port-au-Persil. Cette nuit-là, lorsque je me suis éveillée, je suis allée vers l'urne, posée sur la cheminée, pour caresser le souvenir de mon papa. Puis, je me suis retrouvée près de la fenêtre devant l'image la plus féérique qui m'ait été donnée de voir : La baie enneigée

L'anse blanche sur fond de nuit
Des arbres sur les glaces et des défunts en harmonie
Qui me montraient qu'au-delà du corps

Il y a l'âme, il y a l'esprit
Et que, sans eux
La vie n'a pas de sens
Sans l'âme et sans l'esprit
Même vivant, on est mort
On est rien
J'y ai retrouvé mon père
J'ai eu peur de cette douce folie
Alors qu'elle était mon sauf-conduit vers un être tant aimé

Eau secours!

YVAN GIGUÈRE
L'auteur habite à Saguenay.

QUAND JE suis arrivé au Saguenay, il y a vingt ans, pour poursuivre mes études, l'une des premières choses que j'ai faites, voyant la beauté de la rivière Saguenay, a été de m'y baigner. Une petite saucette pleine de naïveté et d'inconscience. Le lendemain, j'apprenais dans le journal que j'avais nagé dans une eau polluée, qui commençait sérieusement à contaminer les bélugas qui se retrouvaient à l'autre bout de la rivière, près de Tadoussac. Vingt ans plus tard, on connaît le sort de nos petites baleines blanches.

Je n'ai jamais plus fait le saut dans la rivière. Mais depuis, je me suis intéressé à l'environnement...

Bon, il est toujours affligeant de constater, entre autres, que le quart de la population mondiale n'a pas accès à une eau potable de qualité. Révoltant aussi de constater que la moitié de toute l'eau traitée sert, durant l'été, à arroser les pelouses, les jardins, les potagers et, comble de toute les bêtises, il y a encore des gens qui arrosent leur asphalte en chantant « L'incendie à Rio ». Mais je vous en conjure, bonnes gens, rien ne pousse sur votre asphalte à la con. Dites-vous qu'une femme, dans le désert du Sahel, marche en moyenne 20 km par jour pour aller s'approvisionner en eau potable.

Vigilance

Malgré le fait que notre eau soit traitée, il n'en demeure pas moins qu'elle peut être dangereuse pour la santé. De plus en plus d'études tentent à le démontrer. Même le chlore, employé pour rendre l'eau potable, engendre la formation de sous-produits pouvant étre nocifs pour la santé. Après la tragédie de Walkerton, en 2000, causée par la bactérie E.coli et qui a fait plusieurs morts, nous ne sommes pas à l'abri. La distribution de l'eau potable devra être de plus en plus contrôlée.

Avec l'avènement de mégaporteries au Saguenay, nous devons étre vigilants. L'épandage de fumier, d'engrais et de pesticides et les déchets organiques engendrés par l'élevage massif de porcs, polluent. Si l'eau est la vie, c'est à nous d'y voir maintenant. L'eau est essentielle à la diversité biologique. L'eau est l'essence même de toute vie sur terre.

DANIEL ÉPINAT
L'auteur est enseignant à la polyvalente Deux-Montagnes.



LES FILLES réussissent mieux que les gars à l'école ? Bon, ça y est encore ! Vous allez vous dire que vous vous apprêtez à lire un nième article d'un enseignant sur l'éducation. Un autre qui doit se plaindre de son travail.

En fait, si vous lisez l'article suivant jusqu'à la fin,

vous allez constater que, malgré le fait que les garçons ne se rendent pas à l'université en nombre astronomique comparativement aux filles, il y a une lueur qui laisse présager un avenir très positif pour eux. Tout en sachant qu'une réforme doit quand même étre accomplie pour que le sexe masculin retrouve le goût des études.

Je m'explique. L'année dernière, j'ai tenté une expérience dans ma salle de classe. Des 20 élèves en cheminement particulier, j'avais 12 garçons et 8 filles de quatrième secondaire. Lors d'un atelier de formation, un animateur avait suggéré à l'auditoire d'essayer de préparer du matériel pédagogique qui tiendrait compte des garçons, compte tenu du fait que des études démontrent que les gars apprennent différemment des filles.

C'est donc ce que je fis, modifiant légèrement mon programme pour tenir compte un peu plus du style d'apprentissage des garçons. Quitte à briser légèrement l'équilibre entre les deux sexes. Étant professeur d'anglais, le thème allait étre « Next Stop the World », un module sur les voyages. De plus, comme le

film *Le Gladiateur* faisait rage sur les écrans à ce moment-là, j'associerais pour débiter le cours des diapositives du Colisée d'El Jem, en Tunisie, que j'avais visité, avec des scènes du film que les élèves avaient vu.

Le lundi arrive, je prépare ma salle de classe avant l'arrivée des élèves. J'accroche au tableau l'affiche du film *Gladiateur*. Je vois deux de mes élèves masculins arriver, démotivés comme à l'habitude. Ils voient l'affiche et commencent à me questionner.

D'autres élèves entrent et la classe se remplit. La plupart des garçons semblent enthousiastes à l'idée de parler du film *Gladiateur*. Mais pas les filles.

Les résultats ne se font pas attendre

Et, c'est un départ ! Résultat, après trente minutes, les garçons participaient fortement. En fait, si j'avais demandé aux garçons de construire une catapulte, je crois que la réponse aurait été un oui unanime. Les filles, quant à elles, étaient complètement dépassées. Une d'entre elles décida même du moment pour montrer à sa copine son piercing sur son nombril.

Vite, j'ai du freiner l'ardeur des garçons pour retrouver l'équilibre entre les gars et les filles. Je dus retourner à la pédagogie de l'insignifiance pour garçons. Les gars, voyant la stratégie, commencèrent à décrocher. Un commençait à s'endormir sur son bureau...

Je souris encore quand je pense et que je parle de cette expérience de la pédagogie pour garçon. Et, que dois-je conclure quand un changement des plus mineurs apporte son lot de conséquences. Donc, quel rapport ce texte a-t-il avec la fréquentation des filles à l'université ?

J'y arrive.

Mon ancien camelot, qui a livré *La Presse* chez moi pendant 10 ans, m'avait invité à participer à un souper avant son départ pour Banff. Il y avait là les membres de sa famille ainsi qu'une trentaine de jeunes adultes dans la vingtaine. Pendant la soirée, j'ai eu l'occasion de parler avec de jeunes adultes masculins dont la plupart savaient de mon ancien camelot que j'étais un enseignant.

À ma grande surprise, ce n'étaient pas de jeunes adultes démunis de ne pas avoir été à l'université. La plupart avaient fait une technique dans divers cégeps, surtout en informatique. La plupart avaient des emplois bien rémunérés, possédaient des automobiles, et quelques-uns vivaient encore chez leurs parents. Pis après ! En revanche, il est vrai, que les jeunes adultes féminines étaient inscrites à l'université.

En conclusion, je suis porté à croire que les garçons se développent dans une forme d'éducation souterraine, une éducation parallèle à celle que le réseau actuel leur offre : le mépris plutôt que le respect. Une éducation, celle-ci tranquille, loin des feux de la rampe, dans des activités qui les concernent et qui les mènent à bon port.

Il est incroyable de voir dans une activité de classe comment les garçons nagent dans les nouvelles technologies comme les filles nagent dans les livres.

Donc, gladiateurs, informatique... Est-ce pour les garçons ?

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Épinat recevra une copie laminée de cette page.

Bon voyage Abderaman

GILLES ST-PIERRE

LA SEMAINE dernière, un ancien collègue de travail, prérétraité depuis 1998, est décédé après avoir été malade pendant douze longues années. Rien de particulier me direz-vous. Vous avez peut-être raison, mais... mon ami se prénommait Abderaman, marocain d'origine et musulman.

Contrairement à la tradition musulmane, ses deux enfants, nés à Montréal ont décidé de faire exposer leur père. Je me retrouve donc dans un salon funéraire de Montréal en compagnie d'autres collègues et amis « catholiques » mais surtout, entouré de musulmans. À ce moment, je me sentais vraiment comme un étranger ; ce fut pire encore lorsqu'on me demanda de prendre siège pour une période de prière dirigée par un Imam.

Avant que la prière ne commence, un ami d'Abderaman a pris la parole. Après avoir demandé de respecter le silence pendant la prière, il a demandé à ceux qui ne comprenaient pas l'arabe de s'asseoir au côté d'une personne qui lui ferait la traduction. L'Imam commence, je ne comprends absolument rien des mots, mais je peux quand même percevoir les émotions sur les visages des gens autour de moi. Tout à coup arrive un autre ami « catholique » qui, après avoir touché le cercueil, s'agenouille et fait le signe de la croix précédé par une courte période de réflexion. Sur le moment, le contraste fut frappant mais combien pertinent...

Tolérance

En effet, lorsque mon voisin m'expliqua que l'Imam avait parlé d'amour, d'amitié, de famille, du début d'une nouvelle vie, de terre d'accueil, de bien et de mal mais surtout, de tolérance entre les peuples de religions différentes, l'arrivée inusitée de ce « catholique » donnait tout son sens aux paroles prononcées. À ce moment, j'ai senti que nos valeurs, malgré une enveloppe différente étaient presque identiques.

Cette soirée m'a profondément marqué, une barrière est tombée... Dommage qu'il en reste autant dans le monde.

Bon voyage Abderaman, peut-être nous reverrons-nous dans un monde plus tolérant.

Pas assez d'argent pour étre pauvre...

DOMENICO MASSICOLLI

L'auteur est un résidant de Melocheville.

J'ÉCRIS AU NOM de tous les contribuables qui travaillent dans notre belle société mercantile et matérialiste et qui, comme moi, en ont assez de courir après la vie...

Est-il vraiment nécessaire de maintenir un rythme de vie si effréné, si immodéré ? Est-il nécessaire de maintenir nos enfants dans le cycle démentiel de nos horaires de travail insensés ?

En y réfléchissant bien, je crois que les gens qui ne travaillent pas ou peu doivent étre plus heureux que nous. Je les trouve même courageux ! Dilemme paradoxal : vivre pauvrement en appréciant ce que la vie a de plus beau à offrir ou s'enrichir au maximum afin de profiter de nos vieux jours... Hum !

Prenons la première situation... Je vis pauvrement, mais je peux prendre de longues marches et profiter du plein air à volonté. Je peux prendre mon temps puisque j'en ai du temps ! Je peux donc admirer la nature quand bon me semble et je peux même le faire en bonne compagnie avec les pauvres que j'aime ! Je peux même aider les gens dans le besoin (sic !) autour de moi. N'oublions pas, j'ai le temps ! Si j'ai des enfants, je peux m'en occuper (lire éduquer) et je peux prendre le temps de le faire intensément et correctement, j'ai le temps ! Bref, si je me contente de peu de matériel, je pourrais y arriver...

Sérieusement, le pourrais-je ? Est-ce que j'aurai assez d'argent pour vivre pauvrement ? Mes enfants auront-ils TOUT ce qu'il

Même une balade en vélo est devenue coûteuse...

faut pour « subsister » ?

Tout coûte de plus en plus cher... Les vêtements, même les vêtements « génériques » ne sont plus abordables. Les activités familiales sont rarement gratuites ! Par exemple, faire du vélo en famille, c'est pas donné ! Il y a les vélos, les plaques, les casques, les droits d'utilisation des pistes cyclables... Autre exemple, la pêche, activité familiale intéressante traditionnellement peu coûteuse, n'est presque plus possible. Il faut payer pour les permis, l'équipement, l'accès aux lacs, l'embarcation, le moteur, l'essence...

Avec ma femme et mes deux enfants, une sortie banale c'est 60 \$! Je ne parle pas de La Ronde ou des glissades d'eau : là c'est 100 \$!

Et lorsqu'on vit pauvrement, est-ce qu'on a une voiture ? Fait-on du ski, du golf, des voyages ? Va-t-on au resto à l'occasion ? Peut-on s'acheter une bonne bouteille de rouge ?

Malheur ! Je viens de réaliser que je ne peux vivre pauvrement, je n'ai malheureusement pas assez d'argent pour le faire ! Je devrai donc continuer à travailler encore longtemps afin de ramasser mes sous pour qu'une fois rendus vieux, ma femme et moi, nous puissions ENFIN vivre pauvrement... avant de mourir prématurément d'une crise cardiaque causée par un excès de travail !

C'est bien triste de réaliser que nous sommes entraînés dans le tourbillon sournois que nous impose la vie moderne et qu'il est pratiquement impossible d'y échapper... Tout cela, c'est à nous rendre malades... Et vous savez quoi ? Malade, je ne suis pas sûr que j'ai assez d'argent pour ça non plus !

Vous voulez nous écrire ?
forum@lapresse.ca

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Monique Lefebvre

La fondatrice et directrice générale du Défi sportif s'est donné pour mission de promouvoir l'intégration sociale des personnes handicapées.

JEAN-PAUL SOULIÉ

Le 19^e Défi sportif vient d'avoir lieu à Montréal du 24 au 28 avril derniers. Cette année plus de 2000 athlètes en provenance de sept pays ont participé aux compétitions qui se sont déroulées au complexe sportif Claude-Robillard, au collège Maisonneuve et au centre sportif Claude-Charbonneau. Le Défi sportif rassemble des athlètes de tous les types de déficiences: intellectuelle, physique, auditive, visuelle et psychique. Il a été fondé en 1984 par Monique Lefebvre qui dirige depuis 1981 l'Association régionale pour le loisir des personnes handicapées, un regroupement de 90 organismes de loisirs qui compte 70 000 membres dans l'île de Montréal. Depuis l'an 2000, l'Association a pris le nom d'AlterGo et continue à promouvoir la santé par le sport, l'accès au loisir et l'intégration sociale des personnes handicapées.

«À sa naissance, en 1984, le Défi sportif voyait grand, dit sa directrice Monique Lefebvre. Nous avions réuni 680 athlètes qui participaient à des compétitions dans sept ou huit disciplines.» Cette année, plus de 2000 athlètes handicapés ont participé à des compétitions dans 16 disciplines, plus une en démonstration, la lutte olympique pour les sourds. Au fil des ans, le Défi sportif n'a pas cessé de progresser, rassemblant, aux côtés d'athlètes de renommée internationale comme Chantal Petitclerc et André Viger, qui y ont fait leurs premières armes, des jeunes qui constituent la relève. Cette année plus de 800 enfants, des élèves venant de tout le Québec ont participé aux compétitions. *La Presse* salue la grande réussite de cet événement international et nomme sa fondatrice et directrice, Monique Lefebvre, la *Personnalité de la semaine*.

L'univers des personnes handicapées, Monique Lefebvre l'a

découvert dès sa naissance, en 1956. Sa mère Jacqueline est née avec un seul bras, son père a été atteint par la polio à l'âge de deux ans, et il boîte depuis. «Mais ma mère n'a jamais eu de congé de vaisselle dans sa famille de sept enfants sous prétexte qu'elle n'avait qu'un bras. Elle faisait aussi de la couture, et elle a élevé quatre enfants avant de devenir directrice d'une association pour personnes handicapées, dit Monique Lefebvre avec beaucoup de fierté.» Une jambe plus courte que l'autre n'a pas empêché son père Robert de faire une carrière de 33 ans à Canadair comme électricien. Il devenait parfois chauffeur de taxi, pendant les nombreuses grèves de Canadair. Aujourd'hui, il participe aux activités du premier club d'âge d'Or pour personnes handicapées qu'il a d'ailleurs fondé, comme il a mis sur pied un club Internet pour personnes handicapées. Monique est l'aînée de leurs quatre enfants. Un de ses frères est directeur du Centre de réadaptation Lucie-Bruneau, l'autre a une entreprise de construction et sa soeur élève ses quatre enfants.

Après un DEC en technique de diététique, Monique Lefebvre a fait un bac ès arts à l'Université de Montréal, glanant des certificats aux HEC, en relations publiques et en loisir. «Tout ce dont j'avais besoin pour mon travail de directrice de l'Association», dit-elle. Quand elle y arrive, en 1981, l'essentiel des entrées d'argent vient des gouvernements. À partir des années 80, ces sources se tarissent, il faut trouver des formules d'autofinancement. «Le Défi sportif est parti de zéro. Aujourd'hui, nous avons un budget de 1,3 million dont seulement 25 % provient de l'État. Pour le reste nous avons trouvé des partenaires et nous avons attiré l'attention en travaillant tous ensemble. Mais il y a aussi le travail extraordinaire des bénévoles.»

La deuxième année du Défi sportif, Monique Lefebvre a eu ce qu'elle



«Le Défi sportif est parti de zéro. Aujourd'hui, nous avons un budget de 1,3 million dont seulement 25 % provient de l'État. Pour le reste nous avons trouvé des partenaires et nous avons attiré l'attention en travaillant tous ensemble.»

Photos PIERRE CÔTÉ, La Presse ©

appelle une idée de génie: elle envoie une lettre à Yvon Deschamps pour lui demander de devenir le porte-parole de l'événement. Il le sera pendant 15 ans. Aujourd'hui, il porte le titre de «Gouverneur». «Il est là chaque année, et il a été un des bénévoles qui nous a donné le plus d'heures. C'est grâce à lui et à des gens comme lui que l'événement est devenu aussi important. Moi, je ne suis qu'une rassembleuse. Nous sommes une équipe de permanents de dix personnes, mais forte de 536 bénévoles. Des bénévoles dont 65 % reviennent année après année.»

«Nous nous occupons de tous les types de personnes handicapées.

Notre mission, c'est de promouvoir leur intégration sociale, leur donner confiance en eux et assurer leur plein accès aux loisirs. Et on peut dire que grâce au Défi sportif, à Montréal on vit un peu plus qu'ailleurs en acceptant les différences. Je me souviens trop bien de mon enfance et des dames qui disaient à leurs enfants, devant ma mère, ne regarde pas la dame. Et qui allaient même jusqu'à tendre un 25 cents. Moi, j'ai voulu changer le regard que les gens portent sur les personnes handicapées.» AlterGo et le Défi sportif ont certainement réalisé, en bientôt 20 ans de travail, un grand pas dans cette direction.



Revoyez toutes les personnalités de la semaine

www.cyberpresse.ca/personnalites

cyberpresse.ca

Chaque minute compte